

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 05

Objet de la délibération : DGA / DEAD -
Fonds de concours d'équipements aux
communes - Abrogation de conventions
suite à la prise des compétences eau et
assainissement

- Original
 - Expédition certifiée conforme à
l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.006

Date de la convocation :
Le 19/01/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 5 FEV. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 3 FEV. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 25 janvier 2021

L'an deux mil vingt et un et le 25 janvier à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Georges TOSSAN

Monsieur LOMBARDO,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2014.058 du 2 juin 2014 validant le principe de la mise en œuvre d'un nouveau dispositif d'attribution des fonds de concours, entrant en vigueur au même jour ;

Vu la délibération du Bureau Communautaire n° BC.2014.196 du 21 juillet 2014 approuvant le Règlement des fonds de concours d'équipements et ses annexes ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2018.116 du 11 juin 2018 approuvant la révision du Règlement des fonds de concours d'équipements et ses annexes ;

Vu la délibération n° BC.2015.175 du Bureau du 12 octobre 2015 relative à l'attribution de fonds de concours d'équipements ;

Vu la délibération n° BC.2016.018 du Bureau du 1er février 2016 relative à l'attribution de fonds de concours d'équipements ;

Vu la délibération n° BC.2018.112 du Bureau du 28 mai 2018 relative à l'attribution de fonds de concours d'équipements ;

Vu la délibération n° BC.2018.218 du Bureau du 5 novembre 2018 relative à l'attribution de fonds de concours d'équipements ;

Vu la délibération n° CC.2019.032 du Conseil Communautaire du 1^{er} avril 2019 relative à la prise de compétence Eau potable ;

Vu la délibération n° CC.2019.033 du Conseil Communautaire du 1^{er} avril 2019 relative à la prise de compétence Assainissement des eaux usées ;

Vu la délibération n° BC.2019.116 du Bureau du 17 juin 2019 relative à l'attribution de fonds de concours d'équipements ;

Vu la délibération n° BC.2019.231 du Bureau du 09 décembre 2019 relative à l'attribution de fonds de concours d'équipements ;

Vu les délibérations n° CC.2020.247 et n° CC.2020.251 du Conseil Communautaire du 21 décembre 2020 relative aux PV de transferts Eau potable et Assainissement des eaux usées ;

Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, la loi prévoit que des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres.

Suite à la prise de compétence Eau potable, il convient d'abroger les conventions des fonds de concours attribués par délibérations n° BC.2018.218 du Bureau Communautaire du 5 novembre 2018 et n° BC.2019.231 du Bureau Communautaire du 9 décembre 2019 et relatives aux opérations ci-dessous :

Commune	Opération	Montant du FDC
Gourdon	Travaux de création de réseau d'eau au quartier de Bessuranne	6 481.20 €
Courmes	Travaux d'amenée de l'eau potable au hameau de St Barnabé	29 463.00 €
Total		35 944.20 €

Suite à la prise de compétence Assainissement des eaux usées, il convient d'abroger les conventions des fonds de concours attribués par délibérations n° BC.2018.218 du Bureau Communautaire du 5 novembre 2018 et n° BC.2019.116 du Bureau Communautaire du 17 juin 2019 relatives aux opérations ci-dessous :

Commune	Opération	Montant du FDC
Bouyon	Construction d'une nouvelle station d'épuration	235 000.00 €
Caussols	Travaux de réaménagement du captage Source Castel - DUP	33 000.00 €
Gourdon	Construction d'une nouvelle station d'épuration	232 797.47 €
Total		500 797.47 €

Enfin à la demande et en accord avec les communes, il convient d'abroger les conventions et avenant des fonds de concours attribués par délibérations n° BC.2015.175 du Bureau Communautaire du 12 octobre 2015, n° BC.2016.018 du Bureau Communautaire du 1^{er} février 2016, n° BC.2018.112 du Bureau Communautaire du 28 mai 2018, n° BC.2018.218 du Bureau Communautaire du 5 novembre 2018 et n° BC.2019.116 du Bureau Communautaire du 17 juin 2019 et relatives aux opérations ci-dessous :

Commune	Opération	Montant du FDC
Roquefort les Pins	Construction d'une scène de spectacles en plein air.	37 955.10 €
Cipières	Acquisition d'un système de fermeture smart air off line pour les locaux municipaux.	1 308.08 €
Caussols	Acquisition et installation d'un système de vidéo protection	1 882.50 €
Coursegoules	Réhabilitation d'un logement individuel – gîte n° 3 chemin du Brec – avenant n° 1	19 841.25 €

Bezaudun les Alpes	Installation d'une plateforme d'accès PMR à la salle des fêtes	2 875.00 €
Bezaudun les Alpes	Réalisation d'une rampe d'accès PMR à la salle des fêtes	4 750.00 €
Vallauris	Travaux de rénovation de la Chapelle St Antoine	600.00 €
Total		69 211.93 €

Ces actualisations ont pour effet de modifier le montant global des fonds de concours approuvé dans les délibérations suivantes :

- n° BC.2015.175 du Bureau Communautaire du 12 octobre 2015 qui passe de 1 040 449.01 € à 1 002 493.91 € ;
- n° BC.2016.018 du Bureau Communautaire du 1^{er} février 2016 qui passe de 467 854.18 € à 466 546.18 € ;
- n° BC.2018.112 du Bureau Communautaire du 28 mai 2018 qui passe de 2 211 425.41 € à 2 209 542.91 € ;
- n° BC.2018.218 du Bureau Communautaire du 5 novembre 2018 qui passe de 12 584 899.53 € à 12 343 418.33 € ;
- n° BC.2019.116 du Bureau Communautaire du 17 juin 2019 qui passe de 8 135 202.59 € à 8 102 202.59 € ;
- n° BC.219.231 du Bureau Communautaire du 9 décembre 2019 qui passe de 44 655.40 € à 15 192.40 €.

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'abroger les conventions des fonds de concours attribués à la commune de Bezaudun les Alpes pour la réalisation d'une rampe d'accès PMR à la salle des fêtes et pour l'installation d'une plateforme d'accès PMR à la salle des fêtes ;
- d'abroger la convention du fonds de concours attribué à la commune de Bouyon pour la réalisation de la construction d'une nouvelle station d'épuration ;
- d'abroger les conventions des fonds de concours attribués à la commune de Caussols pour les travaux de réaménagement du captage Source Castel – DUP et pour l'acquisition et installation d'un système de vidéo protection ;

- d'abroger la convention du fonds de concours attribué à la commune de Cipières pour l'acquisition d'un système de fermeture smart air off line pour les locaux municipaux ;
- d'abroger l'avenant n°1 à la convention du fonds de concours attribué à la commune de Coursegoules pour la réhabilitation d'un logement individuel – gîte n°3 chemin du Brec ;
- d'abroger la convention du fonds de concours attribué à la commune de Courmes pour les travaux d'amenée de l'eau potable au hameau de St Barnabé ;
- d'abroger les conventions des fonds de concours attribués à la commune de Gourdon pour les travaux de création de réseau d'eau au quartier de Bessuranne et pour la construction d'une nouvelle station d'épuration ;
- d'abroger la convention du fonds de concours attribué à la commune de Vallauris pour les travaux de rénovation de la Chapelle St Barnabé ;
- d'abroger la convention du fonds de concours attribué à la commune de Roquefort les Pins pour la construction d'une scène de spectacles en plein air ;
- de modifier les délibérations des Bureaux Communautaires : n° BC.2015.175 du 12 octobre 2015 ; n° BC.2016.018 du 1^{er} février 2016 ; n° BC.2018.112 du 28 mai 2018 ; n° BC.2018.218 du 5 novembre 2018 ; n° BC.2019.116 du 17 juin 2019 et n° BC.219.231 du 9 décembre 2019, en conséquence.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'abroger les conventions des fonds de concours attribués à la commune de Bezaudun les Alpes pour la réalisation d'une rampe d'accès PMR à la salle des fêtes et pour l'installation d'une plateforme d'accès PMR à la salle des fêtes ;
- d'abroger la convention du fonds de concours attribué à la commune de Bouyon pour la réalisation de la construction d'une nouvelle station d'épuration ;
- d'abroger les conventions des fonds de concours attribués à la commune de Caussols pour les travaux de réaménagement du captage Source Castel – DUP et pour l'acquisition et installation d'un système de vidéo protection ;
- d'abroger la convention du fonds de concours attribué à la commune de Cipières pour l'acquisition d'un système de fermeture smart air off line pour les locaux municipaux ;
- d'abroger l'avenant n° 1 à la convention du fonds de concours attribué à la commune de Coursegoules pour la réhabilitation d'un logement individuel – gîte n°3 chemin du Brec ;
- d'abroger la convention du fonds de concours attribué à la commune de Courmes pour les travaux d'amenée de l'eau potable au hameau de St Barnabé ;

- d'abroger les conventions des fonds de concours attribués à la commune de Gourdon pour les travaux de création de réseau d'eau au quartier de Bessuranne et pour la construction d'une nouvelle station d'épuration ;
 - d'abroger la convention du fonds de concours attribué à la commune de Vallauris pour les travaux de rénovation de la Chapelle St Barnabé ;
 - d'abroger la convention du fonds de concours attribué à la commune de Roquefort les Pins pour la construction d'une scène de spectacles en plein air ;
-
- de modifier les délibérations des Bureaux Communautaires : n° BC.2015.175 du 12 octobre 2015 ; n° BC.2016.018 du 1^{er} février 2016 ; n° BC.2018.112 du 28 mai 2018 ; n° BC.2018.218 du 5 novembre 2018 ; n° BC.2019.116 du 17 juin 2019 et n° BC.219.231 du 9 décembre 2019, en conséquence.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 25 janvier 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS
ET
LA COMMUNE DE BOUYON**

ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS D'EQUIPEMENTS

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération par délibération du Bureau Communautaire du 05 novembre 2018.

D'UNE PART

ET

La commune de BOUYON représentée par Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite commune.

D'AUTRE PART

OBJET de la CONVENTION

Cette convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties relatifs au versement de fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis aux communes membres.

ARTICLE 1 – DÉSIGNATION du PROJET

Construction d'une nouvelle station d'épuration

Annexe 1 : Note d'opportunité du projet.

Annexe 2 : Délibération de la commune faisant acte de la demande de fonds de concours.

Annexe 3 : Plan de financement prévisionnel.

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel de réalisation identifiant l'échéancier des dépenses.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La commune s'engage à assurer la conduite de conception et de la réalisation jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

La commune s'engage à faire mention de la participation de la CASA dans toutes les actions d'informations et de communication qu'elle mène.

ARTICLE 3 – PLAN DE FINANCEMENT

Coût prévisionnel du projet :	1 175 000,00 € H.T.
-------------------------------	---------------------

Plan de financement prévisionnel :

Partenaires	Taux	Montant	Observations
Agence de l'eau	30%	352 500,00 €	
Conseil Départemental	30%	352 500,00 €	
CASA	20%	235 000,00 €	
Commune de Bouyon	20%	235 000,00 €	
TOTAL	100%	1 175 000,00 €	

Le montant de l'aide à l'investissement apporté par la CASA ne peut être supérieur à celui porté par la commune. La participation de la CASA est arrêtée à la somme de 235 000 euros, constituant la limite de son cofinancement. En cas de réévaluation à la baisse du projet, l'engagement de la CASA sera celui du pourcentage de participation retenu dans la présente convention à savoir 20%.

ARTICLE 4 – VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

Le versement des acomptes ou du solde du fonds de concours s'effectue sur demande de la commune et sur la justification de la réalisation du projet en conformité avec les caractéristiques visées par la convention, c'est-à-dire sur production :

- D'un état récapitulatif des versements effectués par la commune, visé de l'Ordonnateur (Maire) et du Comptable public (Trésorier) et renseigné en HT.
- Et des arrêtés de notification des subventions allouées par d'autres partenaires financeurs.

A défaut de la production des pièces justifiant de la participation financière des autres partenaires, il est demandé de produire une attestation signée du Maire faisant état du plan de financement définitif détaillant les clés de répartition réelles.

- Et, s'il s'agit d'une demande de solde, du certificat d'achèvement de l'opération financée et des éventuelles attestations nécessaires au niveau énergétique et environnemental.

Des avances peuvent être versées au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur demande de la commune. Elles ne peuvent toutefois excéder 80 % du montant prévisionnel du fonds de concours.

ARTICLE 5 – SUIVI DU PROJET

La commune informera par courrier la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de la date de démarrage des études et des travaux et de la date de réception des travaux de l'opération.

De même, la commune indiquera à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis tout retard susceptible d'intervenir dans la réalisation de l'opération ou encore toute modification du projet et notamment technique ou financière.

Auquel cas, il conviendra de se conformer aux dispositions du Règlement des fonds de concours d'équipements, approuvé en dernière séance du Conseil Communautaire du 11 juin 2018 (II-7 Modification de l'opération financée).

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITÉ DE L'ATTRIBUTION

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification du fonds de concours, la réalisation n'a pas commencé, l'attribution sera caduque, et dans ce cas, la commune aura l'obligation de procéder au reversement intégral des fonds qui pourraient lui avoir été versés.

Toutefois, la validité pourra être prorogée pour une période ne pouvant pas excéder un an sur présentation d'éléments justificatifs par la commune.

Lorsque le bénéficiaire n'a pas déclaré l'achèvement du projet, de l'opération ou de la phase d'opération dans un délai de quatre ans à compter de la déclaration du début d'exécution, celui-ci est considéré comme terminé. Le cas échéant, il sera demandé le reversement des avances et acomptes trop perçus.

ARTICLE 7 – DÉCOMPTES DÉFINITIFS

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pourra demander à la commune tout document utile au contrôle de la régularité et du bon emploi des fonds de concours versés.

ARTICLE 8- REMBOURSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

La CASA se réserve le droit :

- de demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu ;
- d'arrêter, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :
 - . de non communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement des acomptes ou du solde ;
 - . du non-respect des obligations résultant de la convention bipartite portant attribution du fonds de concours ;
 - . du non achèvement des travaux programmés, selon le calendrier et les détails fournis au dossier de demande de fonds de concours.

ARTICLE 9 – RÈGLEMENT des LITIGES

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Sophia Antipolis, le - 7 JAN. 2019

Pour la commune de BOUYON

Le Maire,



Jean-Pierre MASCARELLI

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis
Le Président,

Jean LEONETTI

MAIRIE DE
BOUYON
06510



Tél. : 04 93 59 07 07
Fax : 04 93 59 06 06

1 Place de la Mairie
06510 BOUYON
mairie.bouyon@orange.fr

République Française
Département des Alpes Maritimes

NOTE D'OPPORTUNITE

Bouyon, le 16 Juin 2018

La station d'épuration qui reçoit les eaux usées du village de Bouyon (cœur de village plus immédiate périphérie) est relativement ancienne puisqu'il s'agit en fait de la réhabilitation en 1984 d'une station d'épuration d'origine datant des années 1970.

Cette station pose des problèmes de fonctionnement, d'entretien et donc de voisinage puisqu'elle est proche de la nouvelle école et de constructions plus ou moins récentes.

Dans le cadre de l'étude du schéma d'assainissement en date du 7 août 2009 il a été préconisé de déplacer la station d'épuration et de la transférer à une distance d'environ 600 mètres au lieu-dit du Col de L'Âne.

Une étude spécifique a été réalisée sous la maîtrise d'œuvre du bureau d'études ATCT qui a produit une estimation des travaux pour un montant de 1.175.000,00€ HT.

Un appel d'offre est en cours sur la base de cette étude. La fin des travaux est prévue pour le dernier trimestre 2018.



MAIRIE DE
BOUYON
06510Tél.: 04 93 59 07 07
Fax: 04 93 59 06 061 Place de la Mairie
06510 BOUYONDépartement des Alpes-Maritimes
République Française

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de membres en exercice 9	Présents 7	Votants 7	
	Pour 7	Contre 0	Abstention 0

L'an deux mil dix-huit et le 2 Juin 2018

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi ; dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de son Maire en exercice, Jean-Pierre MASCARELLI

Présents : Christian FRISARI – Anne-Marie HOUCARDE – Michel MAESTRINI – Jean-Pierre MONI – Gilles SCHNEIDER
Sophie SPANOAbsents : Jean-Louis CIAIS – Renée-Paule GACHETSecrétaire de séance

Il a été procédé conformément à l'article 2121-6 du CGCT, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil municipal, Madame Sophie SPANO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire qu'elle a acceptée.

OBJET : CONSTRUCTION NOUVELLE STATION D'EPURATION

Monsieur le Maire présente le projet tel que détaillé ci-dessous.

Montant global du Projet comprenant l'estimatif des travaux, les frais de maîtrise d'œuvre, de conception et d'exécution, étude géotechnique

Plan de financement (en euros)

Montant HT	1 175 000,00 €
TVA 20%	235 000,00 €
Montant TTC	1 410 000,00 €

Aides sollicitées

Agence de l'eau	30%	352 500,00 €
Département	30%	352 500,00 €
Casa	20%	235 000,00 €

Montant total	940 000,00 €
---------------	--------------

Part communale HT	235 000,00 €
Part communale TTC	470 000,00 €

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter auprès des co-financeurs ci-dessous désignés et d'autoriser le Département à percevoir l'aide de L'Agence de l'Eau et à la reverser à la commune.

Le Conseil Municipal après délibération, décide :

- D'adopter le projet de travaux de réseaux d'assainissement de la construction de la nouvelle station d'épuration route du Col de L'Ane à Bouyon 06510, évalué à 1 175 000,00€ HT,
- De réaliser cette opération d'assainissement collectif (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement,
- De mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement,
- De solliciter l'aide de l'Agence de l'Eau, du Département et de la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis pour la réalisation de cette opération,
- D'autoriser le Département à percevoir l'aide de L'Agence de l'Eau et à la reverser à la commune
- Délègue Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet,

Ainsi fait et délibéré, jour, mois, an que dessus

Cette délibération annule et remplace la délibération 2018-D-18

[Signature]
[Signature]



Date de convocation
Le 26/05/2018

Date d'affichage
Le 04/06/2018

CONSTRUCTION
DE LA NOUVELLE STATION D'EPURATION

PLAN DE FINANCEMENT

EN EUROS

Montant HT	1 175 000,00 €
TVA 20%	235 000,00 €
Montant TTC	1 410 000,00 €

Aide sollicitées

AGENCE DE L'EAU	30%	352 500,00 €
Département	30%	352 500,00 €
CASA	20%	235 000,00 €
Montant total		940 000,00 €

Part communal HT	235 000,00 €
Part communal TTC	470 000,00 €



MAIRIE DE
BOUYON

06510



Tél. : 04 93 59 07 07

Fax : 04 93 59 06 06

1 Place de la Mairie
06510 BOUYON
mairie.bouyon@orange.fr
<http://mairiebouyon.free.fr>

République Française
Département des Alpes Maritimes

ECHEANCIER

ECHEANCIER

Actuellement les dépenses engagées directement par la Commune :

- Schéma directeur,
- Etude spécifique,
- Etude géotechnique,
- Relevé de géomètre,
- Maîtrise d'œuvre

Sont de l'ordre de : 35.457,59€ HT

Si les financements qui ont été demandés ont été accordés, ce qui permettra de lancer effectivement les travaux au début du 3^{ème} trimestre 2018, l'essentiel des dépenses devrait donc intervenir dans le courant du 3^{ème} et du 4^{ème} trimestre 2018.



AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 07/01/2019
Numéro : CVB_2018_218
Nature : CC - Contrats et conventions
Objet : 006-240600585-20181105-BC_2018_218-DE.
Attribution de fonds de concours d'équipements aux
communes - BOUYON
Matière : 7.8 - Fonds de concours
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : VMhUCZo

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 16/01/2019
Identifiant : 006-240600585-20190107-CVB_2018_218-CC

Acte reçu

Date : 07/01/2019
Numéro interne : CVB_2018_218
Code nature : 4
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 8
Objet : 006-240600585-20181105-BC_2018_218-DE. Attribution de fonds de concours d'Équipements aux
communes - BOUYON
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DC-006-240600585-20190107-CVB_2018_218-CC-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 4
99_DC-006-240600585-20190107-CVB_2018_218-CC-1-1_2.PDF
99_DC-006-240600585-20190107-CVB_2018_218-CC-1-1_3.PDF
99_DC-006-240600585-20190107-CVB_2018_218-CC-1-1_4.PDF
99_DC-006-240600585-20190107-CVB_2018_218-CC-1-1_5.PDF

N

CONVENTION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS
ET
LA COMMUNE DE CAUSSOLS

ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS D'EQUIPEMENTS

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération par délibération du Bureau Communautaire du 17 juin 2019.

D'UNE PART

ET

La commune de CAUSSOLS représentée par Monsieur Gilbert HUGUES, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite commune.

D'AUTRE PART

OBJET de la CONVENTION

Cette convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties relatifs au versement de fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis aux communes membres.

ARTICLE 1 – DÉSIGNATION du PROJET

Travaux de réaménagement du captage Source Castel - DUP

Annexe 1 : Note d'opportunité du projet.

Annexe 2 : Délibération de la commune faisant acte de la demande de fonds de concours.

Annexe 3 : Plan de financement prévisionnel.

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel de réalisation identifiant l'échéancier des dépenses.



ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La commune s'engage à assurer la conduite de conception et de la réalisation jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

La commune s'engage à faire mention de la participation de la CASA dans toutes les actions d'informations et de communication qu'elle mène.

ARTICLE 3 – PLAN DE FINANCEMENT

Coût prévisionnel du projet :	110 000.00 € H.T.
-------------------------------	-------------------

Plan de financement prévisionnel :

Partenaires	Taux	Montant	Observations
Conseil Départemental	30%	33 000.00 €	
CASA	30%	33 000.00 €	
Commune de Caussols	40%	44 000.00 €	
TOTAL	100%	110 000.00 €	

Le montant de l'aide à l'investissement apporté par la CASA ne peut être supérieur à celui porté par la commune. La participation de la CASA est arrêtée à la somme de 33 000.00 euros, constituant la limite de son cofinancement. En cas de réévaluation à la baisse du projet, l'engagement de la CASA sera celui du pourcentage de participation retenu dans la présente convention à savoir 30%.

ARTICLE 4 – VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

Le versement des acomptes ou du solde du fonds de concours s'effectue sur demande de la commune et sur la justification de la réalisation du projet en conformité avec les caractéristiques visées par la convention, c'est-à-dire sur production :

- D'un état récapitulatif des versements effectués par la commune, visé de l'Ordonnateur (Maire) et du Comptable public (Trésorier) et renseigné en HT.
- Et des arrêtés de notification des subventions allouées par d'autres partenaires financeurs.



A défaut de la production des pièces justifiant de la participation financière des autres partenaires, il est demandé de produire une attestation signée du Maire faisant état du plan de financement définitif détaillant les clés de répartition réelles.

- Et, s'il s'agit d'une demande de solde, du certificat d'achèvement de l'opération financée et des éventuelles attestations nécessaires au niveau énergétique et environnemental.

Des avances peuvent être versées au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur demande de la commune. Elles ne peuvent toutefois excéder 80 % du montant prévisionnel du fonds de concours.

ARTICLE 5 – SUIVI DU PROJET

La commune informera par courrier la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de la date de démarrage des études et des travaux et de la date de réception des travaux de l'opération.

De même, la commune indiquera à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis tout retard susceptible d'intervenir dans la réalisation de l'opération ou encore toute modification du projet et notamment technique ou financière.

Auquel cas, il conviendra de se conformer aux dispositions du Règlement des fonds de concours d'équipements, approuvé en dernière séance du Conseil Communautaire du 11 juin 2018 (II-7 Modification de l'opération financée).

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITÉ DE L'ATTRIBUTION

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification du fonds de concours, la réalisation n'a pas commencé, l'attribution sera caduque, et dans ce cas, la commune aura l'obligation de procéder au reversement intégral des fonds qui pourraient lui avoir été versés.

Toutefois, la validité pourra être prorogée pour une période ne pouvant pas excéder un an sur présentation d'éléments justificatifs par la commune.

Lorsque le bénéficiaire n'a pas déclaré l'achèvement du projet, de l'opération ou de la phase d'opération dans un délai de quatre ans à compter de la déclaration du début d'exécution, celui-ci est considéré comme terminé. Le cas échéant, il sera demandé le reversement des avances et acomptes trop perçus.

ARTICLE 7 – DÉCOMPTES DÉFINITIFS

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pourra demander à la commune tout document utile au contrôle de la régularité et du bon emploi des fonds de concours versés.

ARTICLE 8- REMBOURSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

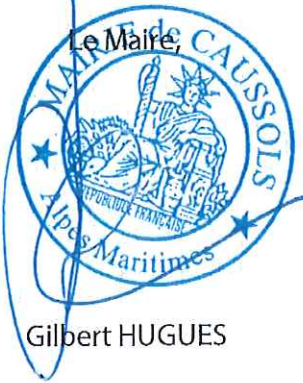

La CASA se réserve le droit :

- de demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu ;
- d'arrêter, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :
 - . de non communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement des acomptes ou du solde ;
 - . du non-respect des obligations résultant de la convention bipartite portant attribution du fonds de concours ;
 - . du non achèvement des travaux programmés, selon le calendrier et les détails fournis au dossier de demande de fonds de concours.

ARTICLE 9 – RÈGLEMENT des LITIGES

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Sophia Antipolis, le 26 AOUT 2019

<p>Pour la commune de CAUSSOLS</p> <p>Le Maire,</p>  <p>Gilbert HUGUES</p>	<p>Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis Le Président,</p>  <p>Jean LEONETTI</p>
---	---



MAIRIE
DE
CAUSSOLS
06460

P R E S E N T A T I O N

Objet : Dossier de demande d'aide financière pour la Déclaration d'Utilité Publique de la source Castel.

L'ouvrage de captage concerné est totalement souterrain et a la particularité de se développer pour partie sous l'extrémité occidentale d'un bâtiment d'habitation et pour partie sous la terrasse frontale.

Son accessibilité est possible à l'amont depuis un regard ouvert dans la cave de la bâtisse et à sa terminaison avale par une grille à l'arrière de la fontaine.

La mise en place du périmètre de protection nécessitera l'acquisition par la commune du tréfonds concerné, ainsi que la réalisation de travaux de reprise et l'établissement d'une convention avec le propriétaire du site à propos des débits qui lui seront fournis et des servitudes de passage permettant d'accéder à l'ouvrage.

Dans ce périmètre, l'interdiction sera totale. Seuls seront autorisés les faits et activités nécessités par l'entretien et l'exploitation des ouvrages, dans la mesure où ils ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux captées. De même conviendra-t-il de vérifier régulièrement l'absence de fuite des réseaux enterrés périphériques.

Ce périmètre de protection immédiate, en tréfonds, ne fera pas l'objet d'une clôture.

Les travaux de réaménagement du captage nécessaires sont les suivants :

- Le dégagement et la restructuration de la zone de captage et de la galerie drainante situés sous le bâtiment,
- La réfection de la galerie drainante située sous la terrasse frontale,
- Le nettoyage et le renforcement du bassin de décantation,
- La réalisation d'une galerie d'accès indépendante entre le bâtiment et le bassin de décantation

En contrepartie de l'autorisation donnée par le cédant, celui-ci percevra de la part de la commune de Caussols une indemnité globale et forfaitaire de 20 000 €, laquelle est décomposée comme suit :

Mairie de Caussols – Place Derégnaucourt – 06460 CAUSSOLS

Tél : 04.93.09.29.64 / Fax : 04.93.09.08.65

Messagerie : mairie-caussols@wanadoo.fr

- 7 000 (SEPT MILLE) euros au titre de l'expropriation du tréfonds
- 13 000 (TREIZE MILLE) euros au titre de la compensation de la perte d'intégrité de la propriété et des différentes servitudes inhérentes au passage et à l'entretien de canalisations consenties au profit de la commune.

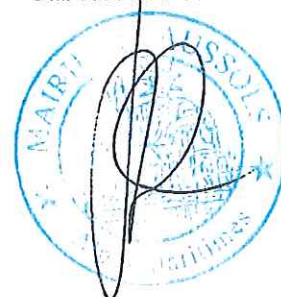
La commune a déjà payé les sommes de 3 696 € pour une première étude par un hydrogéologue, 3 060 € pour une estimation des travaux par un bureau d'études, 2 040 € de frais d'avocat pour bénéficier de conseils adaptés à la configuration inhabituelle de ce dossier.

Les frais restant à investir sont :

Actions à mener	Prix en euros hors taxe
Frais liés à l'enquête publique	10 000
Travaux	80 000
Achat du tréfonds	7 000
Indemnités pour servitudes	13 000
TOTAL	110 000

A Caussols, le 22 novembre 2018

Le Maire
Gilbert HUGUES



DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES
Arrondissement de
Grasse

MAIRIE
DE
CAUSSOLS

06460

Nombre de Conseillers :

en exercice	10
présents	9
votants pour	9
votant contre	
abstention	

Date de convocation

02/11/2018

**Date d'affichage de la
convocation**

02/11/2018

Objet :

Déclaration d'Utilité
Publique - Source
CASTEL.

**Date d'affichage de la
délibération**

19/11/2018

Transmise en

Préfecture le

19/11/2018

AR PREFECTURE

006-210600375-20181116-02_11_2018-DE
Regu le 19/11/2018

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
N° 02/11/2018**

Séance du 16 novembre 2018

L'an deux mil dix-huit et le seize novembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Gilbert HUGUES, Maire

Présents : Mesdames et Messieurs, Gilbert HUGUES, Stéphane BEN SOUSSAN-CASTEL, Charles BALDACCINI, Maxime CARLAVAN, Stéphane ONDULATI, Christophe FRANCONIERI, Sascha JENNER, Jean-Pierre CHAMBARD, Denise ESCRIVA.

Absents excusés : Frédéric GROGNARD.

Monsieur Franconieri a été élu secrétaire de séance.

Le Maire ouvre la séance et soumet au conseil municipal la procédure générale de régularisation administrative des captages destinés à l'alimentation en eau potable.

Il rappelle que conformément :

- à l'article L.215-13 du Code de l'Environnement,
- aux articles L.1321-2, L.1321-3, L.1321-7 et R.1321-6 à R.1321-14 du Code de la Santé Publique,
- à la législation en vigueur,

La déclaration d'utilité publique est indispensable pour autoriser les prélèvements d'eau, produire et distribuer de l'eau en vue de la consommation humaine, acquérir les terrains nécessaires à la réalisation des périmètres de protection immédiate, grever de servitudes légales les terrains compris à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée, afin de préserver les points d'eau contre toute pollution éventuelle.

Les DUP pour les sources Chasseurs, Cresp et Gleirettes ont prises en 2014.

La DUP pour la source Castel, dossier plus complexe, nécessitait des études plus approfondies.

D'autre part, le Maire propose de demander l'aide financière de la CASA pour mener à bien cette opération, tant au niveau de la phase administrative qu'au niveau de la phase ultérieure d'acquisition foncière et de la matérialisation des périmètres sur le terrain.

Monsieur le Maire présente le dossier administratif préparé par la société H2EA, 29 Avenue Auguste Vérola, 06200 NICE.

Ce dossier, destiné à enquête publique, a pour objectifs :

- d'informer le public et de recueillir son avis sur le projet de régularisation administrative de la source Castel-Bon Pré,
- de formaliser plusieurs demandes administratives auprès du Préfet des Alpes Maritimes.

AR PREFECTURE

006-210600375-20181116-02_11_2018-DE
Reçu le 19/11/2018

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré,

APPROUVE, à l'unanimité, le dossier destiné à enquête publique préparé par le bureau d'études H2EA, 29 Avenue Auguste Vérola, 06200 NICE.

DEMANDE, à l'unanimité, l'ouverture de l'enquête en vue de la DUP, des prélèvements et du périmètre de protection du captage d'eau potable de la source CASTEL, qui est la principale source d'alimentation en eau de la commune.

PREND L'ENGAGEMENT, à l'unanimité :

- De conduire à son terme la procédure de mise en conformité du périmètre de protection du captage,
- D'acquérir en toute propriété, par voie d'expropriation à défaut d'accord à l'amiable, les terrains nécessaires à la réalisation du périmètre de protection immédiate,
- D'indemniser les usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,
- D'inscrire à son budget, outre les crédits destinés au règlement, des dépenses de premier établissement et d'indemnisation mentionnées ci-dessus, ceux nécessaires pour couvrir les frais d'entretien, d'exploitation et de surveillance du captage et de son périmètre.

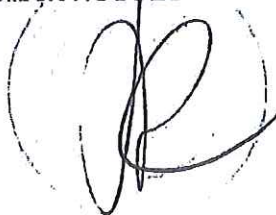
DEMANDE, à l'unanimité, au Maire, agissant pour le compte et en tant que Maître d'œuvre délégué de la collectivité de prendre en charge l'instruction technique et administrative jusque et y inclus la DUP et l'Enregistrement par la Conservation des Hypothèques des servitudes nécessaires à la mise en conformité du périmètre du captage existant.

AUTORISE, à l'unanimité, Monsieur le Maire à solliciter une aide financière auprès de la CASA, tant au niveau de la phase administrative qu'au niveau de la phase ultérieure d'acquisition foncière et de la matérialisation des périmètres sur le terrain.

DONNE POUVOIR, à l'unanimité, à Monsieur le Maire pour entreprendre toutes les démarches et signer tous documents nécessaires à la constitution du dossier technique relatif aux prélèvements d'eau et à la mise en place du périmètre de protection du captage, ainsi que la demande d'aide financière et tous documents utiles.

Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,
Gilbert HUGUES





MAIRIE
DE
CAUSSOLS
06460

PLAN DE FINANCEMENT CHIFFRE

Objet : Dossier de demande d'aide financière pour des travaux de sécurisation de la source Castel.

Le financement de cette opération, qui s'élève à 110 000 € HT, pourrait se faire comme suit :

- Au meilleur taux possible en ce qui concerne la CASA
(soit environ 33 000 € représentant 30% du montant total)
- Au meilleur taux possible en ce qui concerne le Conseil
Départemental
(soit environ 33 000 € représentant 30% du montant total)
- Le solde restant à la charge de la commune, financé sur ses propres
fonds (soit environ 44 000 € représentant 40% du montant total + la
TVA)

A Caussols, le 15 mars 2019





MAIRIE
DE
CAUSSOLS
06460

ECHEANCIER PREVISIONNEL

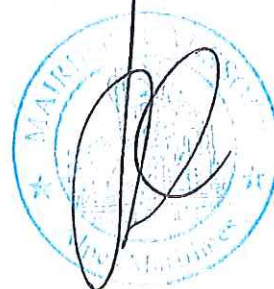
Objet : Dossier de demande d'aide financière pour la Déclaration d'Utilité Publique de la source Castel.

Les travaux seront entrepris dès l'avis favorable du ou des organismes sollicité(s).

Attestation établie pour servir et valoir ce que de droit.

A Caussols, le 22 novembre 2018

Le Maire
Gilbert HUGUES



AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 26/08/2019
Numéro : CVB_2019_116AA
Nature : CC - Contrats et conventions
Objet : 006-240600585-20190617-BC_2019_116-DE,-
Attribution de fonds de concours d'équipements aux
communes -CAUSSOLS : Travaux réaménagement du
captage source Castel - DUP ; Acquisition de matériel de
sonorisation portable - Phase 2
Matière : 7.8 - Fonds de concours
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : m9JutSo

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 02/09/2019
Identifiant : 006-240600585-20190826-CVB_2019_116AA-CC

Acte reçu

Date : 26/08/2019
Numéro interne : CVB_2019_116AA
Code nature : 4
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 8
Objet : 006-240600585-20190617-BC_2019_116-DE,- Attribution de fonds de concours d'équipements aux
communes -CAUSSOLS : Travaux réaménagement du captage source Castel - DUP ; Acquisition
de matériel de sonorisation portable - Phase 2
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DC-006-240600585-20190826-CVB_2019_116AA-CC-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DC-006-240600585-20190826-CVB_2019_116AA-CC-1-1_2.PDF

N

CONVENTION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS ET LA COMMUNE DE GOURDON ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS D'EQUIPEMENTS

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération par délibération du Bureau Communautaire du 17 juin 2019.

D'UNE PART

ET

La commune de Gourdon représentée par Monsieur Eric MELE, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite commune.

D'AUTRE PART

OBJET de la CONVENTION

Cette convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties relatifs au versement de fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis aux communes membres.

ARTICLE 1 – DÉSIGNATION du PROJET

Construction d'une nouvelle station d'épuration

Annexe 1 : Note d'opportunité du projet.

Annexe 2 : Délibération de la commune faisant acte de la demande de fonds de concours.

Annexe 3 : Plan de financement prévisionnel.

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel de réalisation identifiant l'échéancier des dépenses.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La commune s'engage à assurer la conduite de conception et de la réalisation jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

La commune s'engage à faire mention de la participation de la CASA dans toutes les actions d'informations et de communication qu'elle mène.

ARTICLE 3 – PLAN DE FINANCEMENT

Coût prévisionnel du projet :	775 991.57€ H.T.
-------------------------------	------------------

Plan de financement prévisionnel :

Partenaires	Taux	Montant	Observations
Etat DETR	40%	310 396.63 €	
CASA	30%	232 797.47 €	
Commune de Gourdon	30%	232 797.47 €	
TOTAL	100%	775 991.57 €	

Le montant de l'aide à l'investissement apporté par la CASA ne peut être supérieur à celui porté par la commune.

La participation de la CASA est arrêtée à la somme de 232 797.47 euros, constituant la limite de son cofinancement. En cas de réévaluation à la baisse du projet, l'engagement de la CASA sera celui du pourcentage de participation retenu dans la présente convention à savoir 30%.

ARTICLE 4 – VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

Le versement des acomptes ou du solde du fonds de concours s'effectue sur demande de la commune et sur la justification de la réalisation du projet en conformité avec les caractéristiques visées par la convention, c'est-à-dire sur production :

- D'un état récapitulatif des versements effectués par la commune, visé de l'Ordonnateur (Maire) et du Comptable public (Trésorier) et renseigné en HT.
- Et des arrêtés de notification des subventions allouées par d'autres partenaires financeurs.

A défaut de la production des pièces justifiant de la participation financière des autres partenaires, il est demandé de produire une attestation signée du Maire faisant état du plan de financement définitif détaillant les clés de répartition réelles.

- Et, s'il s'agit d'une demande de solde, du certificat d'achèvement de l'opération financée et des éventuelles attestations nécessaires au niveau énergétique et environnemental.

Des avances peuvent être versées au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur demande de la commune. Elles ne peuvent toutefois excéder 80 % du montant prévisionnel du fonds de concours.

ARTICLE 5 – SUIVI DU PROJET

La commune informera par courrier la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de la date de démarrage des études et des travaux et de la date de réception des travaux de l'opération.

De même, la commune indiquera à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis tout retard susceptible d'intervenir dans la réalisation de l'opération ou encore toute modification du projet et notamment technique ou financière.

Auquel cas, il conviendra de se conformer aux dispositions du Règlement des fonds de concours d'équipements, approuvé en dernière séance du Conseil Communautaire du 11 juin 2018 (II-7 Modification de l'opération financée).

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITÉ DE L'ATTRIBUTION

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification du fonds de concours, la réalisation n'a pas commencé, l'attribution sera caduque, et dans ce cas, la commune aura l'obligation de procéder au reversement intégral des fonds qui pourraient lui avoir été versés.

Toutefois, la validité pourra être prorogée pour une période ne pouvant pas excéder un an sur présentation d'éléments justificatifs par la commune.

Lorsque le bénéficiaire n'a pas déclaré l'achèvement du projet, de l'opération ou de la phase d'opération dans un délai de quatre ans à compter de la déclaration du début d'exécution, celui-ci est considéré comme terminé. Le cas échéant, il sera demandé le reversement des avances et acomptes trop perçus.

ARTICLE 7 – DÉCOMPTES DÉFINITIFS

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pourra demander à la commune tout document utile au contrôle de la régularité et du bon emploi des fonds de concours versés.

ARTICLE 8- REMBOURSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

La CASA se réserve le droit :



- de demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu ;
- d'arrêter, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :
 - . de non communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement des acomptes ou du solde ;
 - . du non-respect des obligations résultant de la convention bipartite portant attribution du fonds de concours ;
 - . du non achèvement des travaux programmés, selon le calendrier et les détails fournis au dossier de demande de fonds de concours.

ARTICLE 9 – RÈGLEMENT des LITIGES

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Sophia Antipolis, le

26 AOUT 2019

<p>Pour la commune de Gourdon</p> <p>Le Maire,</p>  <p>Eric MELE</p>	<p>Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis Le Président,</p>  <p>Jean LEONETTI</p>
---	--

NOTE D'OPPORTUNITE

La station d'épuration existante date des années 60 et est devenue obsolète et surchargée avec le temps.

La commune a fait établir un schéma directeur réalisé en 2003 par le bureau d'études S.I.E.E.

Ce schéma directeur a permis d'élaborer un programme de travaux prévoyant la création d'une nouvelle station d'épuration de 200 EH.

Le présent projet fait donc suite aux conclusions du schéma directeur et comprendra la création d'une nouvelle station d'épuration et la démolition de l'existante.

Montant des travaux H.T.	775.991,57 €
DETR 40%	310.396,63 €
Fond de concours CASA 30%	232.797,47 €
Autofinancement 30%	232.797,47 €

Le Maire, Eric MELE



AR PREFECTURE

006-210600680-20180406-291_1-DE
Reçu le 16/04/2018



**EXTRAIT AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

OBJET :

**TRANSFERT DE LA DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE DU SIVOM
DU CANTON DE BAR-SUR-LOUP A LA COMMUNE DE GOURDON
CONSTRUCTION D'UNE STATION D'EPURATION AU VILLAGE**

Nombre de Conseillers

En exercice **10**

N° 291

Présents **6**

Votants **9**

L'an deux mil dix-huit, le six avril, le Conseil Municipal de la Commune de Gourdon (Alpes-Maritimes), dûment convoqué, s'est réuni en Mairie sous la présidence de Monsieur Eric MELE, Maire.

Date de convocation : Le 19 mars 2018

Présents : MM. Jean-Pierre ROLANDO, Adjoint.

MM. Farid BOUSCKRI, Christiane LAILLET, Catherine SERS et Frederick VENNINK.

Représentés : MM. Claude BERRA, Laury HUGONIN et Claude SCHUYER qui ont respectivement donné procuration à MM. Jean-Pierre ROLANDO, Christiane LAILLET et Frederik VENNINK.

Absents : Antoinette COLIN

Madame Catherine SERS a été élu(e) secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Monsieur le Maire expose,

Les services de l'Etat, tout au long de ces dernières années ont constaté des dysfonctionnements à la station d'épuration du village.

Pour faire suite aux rapports établis par les services préfectoraux, en 2012, par délibération N° 355 du 21 décembre 2012, la commune a décidé de construire une nouvelle station d'épuration en lieu et place de l'ancienne et de déléguer au Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples de Bar-sur-Loup (SIVOM) la maîtrise d'ouvrage de cette opération.

Délibération N° 291 – Transfert de la délégation de maîtrise d'ouvrage du SIVOM du Canton de Bar-Sur-Loup à la commune de Gourdon – Construction d'une station d'épuration au village (suite)

Sachant que la compétence eau et assainissement devait être prochainement transférée à la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis (CASA), le projet communal a été retardé. Cependant, le dernier contrôle opéré sur l'ouvrage, par les services de l'Etat en octobre 2017 fait apparaître diverses non conformités qui doivent être traitées dans de brefs délais. En raison de cette urgence, Monsieur le Préfet nous a donc notifié l'arrêté de mise en demeure de créer une nouvelle station d'épuration sans attendre le transfert de compétence à la CASA. Ces faits constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté du 21 mai 1991 et de l'article 17 & 19 de l'arrêté de prescriptions générales du 21 juillet 2015.

En raison du calendrier établi, il est impératif de reprendre l'exécution de ce dossier et de l'optimiser. C'est dans un souci d'organisation, de coordination et de gestion que Monsieur le Maire propose à l'assemblée, en cette séance, de reprendre la maîtrise d'ouvrage confiée au SIVOM en 2012.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE** de reprendre en direct la maîtrise d'ouvrage que la Commune avait délégué au Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de Bar-sur-Loup (SIVOM) pour la construction de la nouvelle station d'épuration au village.
- **DECIDE** d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents et avenants à intervenir dans le cadre du transfert de l'opération.
- **DECIDE** d'approuver l'avant projet au montant H.T. de 775.991,57 € soit T.T.C. 931.189,88 €.
- **DECIDE** de solliciter auprès du Département, de l'Agence de l'eau, de la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis (CASA) et de l'Etat au titre de la DETR l'attribution d'aides financières et autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents y afférents.

LE MAIRE, CERTIFIE sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché le 16 avril 2018. INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'état.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Eric MELE, Maire



DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai d'exécution des travaux est estimé à 4 mois, pour un démarrage des travaux au printemps 2019 si obtention des subventions.

Le phasage prévisionnel des travaux est le suivant :

- Mise en place d'un traitement provisoire durant la durée des travaux (dégrillage + décantation).
- Démolition de la station d'épuration existante
- Terrassement en déblai remblais pour constitution des plateformes
- Réalisation des ouvrages de la filière de traitement y compris fondations et mise en place des équipements électromécaniques y compris génie civil associé.
- Constitution des voies d'accès
- Mise en service de la nouvelle station d'épuration
- Démantèlement et évacuation du traitement provisoire

Une fois l'avant-projet et la filière de traitement validés, nous effectuerons les tâches suivantes en phase PRO :

- Lancement de la G2 PRO
- Etablissement d'un phasage complet et détaillé.
- Mise à jour des plans

MONTANT DES TRAVAUX

L'estimation globale des dépenses afférentes à l'exécution des ouvrages, fait ressortir le montant global de la dépense à 722 354,32 € H.T., soit 866 825,18 € T.T.C., se répartissant comme suit :

I - STATION D'EPURATION 500 Eq HT .

725 580,00 €

TOTAL DES TRAVAUX H.T.	725 580,00 €
-----------------------------	--------------

Dépenses diverses :

Publicités.....	1 300,00 €
Honoraires d'études et de maîtrise d'œuvre.....	30 111,57 €
Etude géotechnique : mission G0/G12 géotechnique.....	5 000,00 €
Etude géotechnique : mission G4 géotechnique.....	5 000,00 €
Ouverture RTC	2 500,00 €
Essai pour réception des travaux (essai béton, bilan 24h...)	2 500,00 €
Mission Contrôle technique	2 000,00 €
Mission SPS	2 000,00 €

TOTAL DES DEPENSES H.T.

.....	775 991,57 €
-------	--------------

T.V.A. 20 %	155 198,31 €
-------------------	--------------

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 26/08/2019
Numéro : CVB_2019_116AE
Nature : CC - Contrats et conventions
Objet : 006-240600585-20190617-BC_2019_116-DE.-
Attribution de fonds de concours d'équipements aux
communes - GOURDON : Construction nouvelle station
d'épuration ; Aménagement Placette des Bosquets,
création d'emplacements de stationnement
Matière : 7.8 - Fonds de concours
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 2oGw8mN

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 02/09/2019
Identifiant : 006-240600585-20190826-CVB_2019_116AE-CC

Acte reçu

Date : 26/08/2019
Numéro interne : CVB_2019_116AE
Code nature : 4
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 8
Objet : 006-240600585-20190617-BC_2019_116-DE.- Attribution de fonds de concours d'équipements aux
communes - GOURDON : Construction nouvelle station d'épuration ; Aménagement Placette
des Bosquets, création d'emplacements de stationnement
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DC-006-240600585-20190826-CVB_2019_116AE-CC-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DC-006-240600585-20190826-CVB_2019_116AE-CC-1-1_2.PDF

N

CONVENTION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

ET

LA COMMUNE DE GOURDON

ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS D'EQUIPEMENTS

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération par délibération du Bureau Communautaire du 05 novembre 2018.

D'UNE PART

ET

La commune de Gourdon représentée par Monsieur Eric MELE, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite commune.

D'AUTRE PART

OBJET de la CONVENTION

Cette convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties relatifs au versement de fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis aux communes membres.

ARTICLE 1 – DÉSIGNATION du PROJET

Travaux de création d'un réseau d'eau potable au quartier de Bessuranne

Annexe 1 : Note d'opportunité du projet.

Annexe 2 : Délibération de la commune faisant acte de la demande de fonds de concours.

Annexe 3 : Plan de financement prévisionnel.

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel de réalisation identifiant l'échéancier des dépenses.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La commune s'engage à assurer la conduite de conception et de la réalisation jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

La commune s'engage à faire mention de la participation de la CASA dans toutes les actions d'informations et de communication qu'elle mène.

ARTICLE 3 – PLAN DE FINANCEMENT

Coût prévisionnel du projet :	21 604.00€ H.T.
-------------------------------	-----------------

Plan de financement prévisionnel :

Partenaires	Taux	Montant	Observations
CASA	30%	6 481.20 €	
Commune de Gourdon	70%	15 122.80 €	
TOTAL	100%	21 604.00 €	

Le montant de l'aide à l'investissement apporté par la CASA ne peut être supérieur à celui porté par la commune.

La participation de la CASA est arrêtée à la somme de 6 481.20 euros, constituant la limite de son cofinancement. En cas de réévaluation à la baisse du projet, l'engagement de la CASA sera celui du pourcentage de participation retenu dans la présente convention à savoir 30%.

ARTICLE 4 – VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

Le versement des acomptes ou du solde du fonds de concours s'effectue sur demande de la commune et sur la justification de la réalisation du projet en conformité avec les caractéristiques visées par la convention, c'est-à-dire sur production :

- D'un état récapitulatif des versements effectués par la commune, visé de l'Ordonnateur (Maire) et du Comptable public (Trésorier) et renseigné en HT.
- Et des arrêtés de notification des subventions allouées par d'autres partenaires financeurs.

A défaut de la production des pièces justifiant de la participation financière des autres partenaires, il est demandé de produire une attestation signée du Maire faisant état du plan de financement définitif détaillant les clés de répartition réelles.

- Et, s'il s'agit d'une demande de solde, du certificat d'achèvement de l'opération financée et des éventuelles attestations nécessaires au niveau énergétique et environnemental.

Des avances peuvent être versées au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur demande de la commune. Elles ne peuvent toutefois excéder 80 % du montant prévisionnel du fonds de concours.

ARTICLE 5 – SUIVI DU PROJET

La commune informera par courrier la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de la date de démarrage des études et des travaux et de la date de réception des travaux de l'opération.

De même, la commune indiquera à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis tout retard susceptible d'intervenir dans la réalisation de l'opération ou encore toute modification du projet et notamment technique ou financière.

Auquel cas, il conviendra de se conformer aux dispositions du Règlement des fonds de concours d'équipements, approuvé en dernière séance du Conseil Communautaire du 11 juin 2018 (II-7 Modification de l'opération financée).

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITÉ DE L'ATTRIBUTION

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification du fonds de concours, la réalisation n'a pas commencé, l'attribution sera caduque, et dans ce cas, la commune aura l'obligation de procéder au reversement intégral des fonds qui pourraient lui avoir été versés.

Toutefois, la validité pourra être prorogée pour une période ne pouvant pas excéder un an sur présentation d'éléments justificatifs par la commune.

Lorsque le bénéficiaire n'a pas déclaré l'achèvement du projet, de l'opération ou de la phase d'opération dans un délai de quatre ans à compter de la déclaration du début d'exécution, celui-ci est considéré comme terminé. Le cas échéant, il sera demandé le reversement des avances et acomptes trop perçus.

ARTICLE 7 – DÉCOMPTES DÉFINITIFS

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pourra demander à la commune tout document utile au contrôle de la régularité et du bon emploi des fonds de concours versés.

ARTICLE 8- REMBOURSEMENT DU FONDS DE CONCOURS



La CASA se réserve le droit :

- de demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu ;
- d'arrêter, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :
 - . de non communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement des acomptes ou du solde ;
 - . du non-respect des obligations résultant de la convention bipartite portant attribution du fonds de concours ;
 - . du non achèvement des travaux programmés, selon le calendrier et les détails fournis au dossier de demande de fonds de concours.

ARTICLE 9 – RÈGLEMENT des LITIGES

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Sophia Antipolis, le - 3 JAN. 2019

<p>Pour la commune de Gourdon</p> <p>Le Maire,</p>  <p>Eric MELE</p>	<p>Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis</p> <p>Le Président,</p>  <p>Jean LEONETTI</p>
---	---

NOTE D'OPPORTUNITE

Le projet consiste à desservir en eau potable le quartier de Bessuranne. Ce quartier se trouve en bout de ligne et connaît en période estivale de fortes perturbations dans l'alimentation en eau. Les riverains situés au plus haut de ce quartier connaissent des pénuries d'eau importantes.

Pour y remédier, la municipalité envisage des travaux afin de raccorder deux secteurs, celui du quartier du Paradis et de Bessuranne avec une canalisation enterrée en tuyau PEHD DN 63 mm.

Suivant plan de financement :

Montant des travaux H.T.	21.604,00 €
Fond de concours CASA 30%	6.481,20 €
Autofinancement communal 70 %	15.122,80 €



Le Maire, Eric MELE

AR PREFECTURE
006-210600680-20180627-312-DE
Regu le 04/07/2018



**EXTRAIT AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

OBJET :

**CREATION D'UN RESEAU D'EAU POTABLE QUARTIER DE BESSURANNE
DEMANDE DE FONDS DE CONCOURS CASA**

Nombre de Conseillers

En exercice **10**

N° 312

Présents **7**

Votants **9**

L'an deux mil dix-huit, le vingt-sept juin, le Conseil Municipal de la Commune de Gourdon (Alpes-Maritimes), dûment convoqué, s'est réuni en Mairie sous la présidence de Monsieur Eric MELE, Maire.

Date de convocation : Le 15 juin 2018.

Présents : MM. Jean-Pierre ROLANDO, Adjoint.

MM. : Farid BOUSCKRI, Antoinette COLIN, Christiane LAILLET, Catherine SERS, Frédéric VENNINK,

Représentés : MM. : Claude BERRA, Laury HUGONIN ont respectivement donné procuration à MM. Eric MELE, Jean-Pierre ROLANDO.

Absents : Claude SCHUYER.

Monsieur Farid BOUSCKRI a été élu secrétaire de séance

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Conseil Municipal a décidé de procéder à Pont-du-Loup à la réalisation d'un réseau d'eau potable au quartier de Bessuranne.

Le quartier de Pont du Loup est desservi en eau potable par le canal du Foulon, via la commune de Bar sur Loup. Ce quartier se trouve en bout de ligne et connaît en période estivale de fortes perturbations d'alimentation d'eau. Les habitations du secteur de Bessuranne, situées au plus haut, se retrouvant parfois sans eau.

Les travaux consistent à mailler deux secteurs (Paradis et Bessuranne) sur ce quartier avec une canalisation enterrée en tuyau PEHD DN 63 mm.

Le coût de l'opération est évalué à 21.604,00 € H.T. soit 25.924,80 € TTC conformément au dossier ci-annexé.

AR PREFECTURE

006-210600680-20180627-312-DE
Reçu le 04/07/2018

Délibération N° 312 CREATION D'UN RESEAU D'EAU POTABLE QUARTIER DE BESSURANNE - DEMANDE DE FONDS DE CONCOURS CASA (suite)

Le plan de financement est établi comme suit :

SUBVENTIONS	MONTANT
CASA (30%)	6 481,20 €
Fonds libres de la commune (70%)	15 122,80 €
TOTAL H.T.	21 604,00 €

Monsieur le Maire informe que la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis CASA attribue depuis 2004 des fonds de concours aux communes membres et que dans ce cadre, il propose de solliciter une aide financière de 30 % du coût global des travaux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

DECIDE

- d'approuver les travaux décrits conformément au dossier ci-annexé pour un montant de 21.604,00 € H.T.
- de solliciter auprès de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) l'attribution d'une aide financière de 30 %
- d'adopter le plan de financement établi comme suit :

SUBVENTIONS	MONTANT
CASA (30%)	6 481,20 €
Fonds libres de la commune (70%)	15 122,80 €
TOTAL H.T.	21 604,00 €

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette opération.

LE MAIRE, CERTIFIE sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché le 4 juillet 2018. INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'état.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Eric MELE, Maire



Gourdon, le 5 Juin 2018

DECISION DU MAIRE

Je soussigné, Eric MELE, Maire de la Commune de GOURDON (Alpes-Maritimes)

M'engage

à réaliser les travaux de création d'un réseau d'eau potable au quartier de Bessuranne.

Le montant des travaux est porté sur le budget 2018 de l'eau voté en conseil municipal du 6 avril 2018.

La délibération sera présentée en conseil municipal le 27 juin prochain afin de compléter le dossier.

L'objet de la décision municipale portera sur une demande de fonds de concours de 30 % à la CASA pour un montant de 6.481,20 €

Le Maire,
Eric MELE,



AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 03/01/2019
Numéro : CVB_2018_218_C
Nature : CC - Contrats et conventions
Objet : 006-240600585-20181105-BC_2018_218-DE, Attribution de fonds de concours d'équipements aux communes - GOURDON
Matière : 7.8 - Fonds de concours
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : AavFmJy

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 17/01/2019
Identifiant : 006-240600585-20190103-CVB_2018_218_C-CC

Acte reçu

Date : 03/01/2019
Numéro Interne : CVB_2018_218_C
Code nature : 4
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 8
Objet : 006-240600585-20181105-BC_2018_218-DE, Attribution de fonds de concours d'Équipements aux communes - GOURDON
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DC-006-240600585-20190103-CVB_2018_218_C-CC-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DC-006-240600585-20190103-CVB_2018_218_C-CC-1-1_2.PDF

N

CONVENTION

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS
ET
LA COMMUNE DE COURMES**

ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS D'EQUIPEMENTS

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération par délibération du Bureau Communautaire du 09 décembre 2019.

D'UNE PART

ET

La commune de Courmes représentée par Monsieur Richard THIERY, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite commune.

D'AUTRE PART

OBJET de la CONVENTION

Cette convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties relatifs au versement de fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis aux communes membres.

ARTICLE 1 – DÉSIGNATION du PROJET

Travaux d'amenée de l'eau potable au hameau de St Barnabé

Annexe 1 : Note d'opportunité du projet.

Annexe 2 : Délibération de la commune faisant acte de la demande de fonds de concours.

Annexe 3 : Plan de financement prévisionnel.

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel de réalisation identifiant l'échéancier des dépenses.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La commune s'engage à assurer la conduite de conception et de la réalisation jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

La commune s'engage à faire mention de la participation de la CASA dans toutes les actions d'informations et de communication qu'elle mène.

ARTICLE 3 – PLAN DE FINANCEMENT

Coût prévisionnel du projet :	98 210.00 € H.T.
-------------------------------	------------------

Plan de financement prévisionnel :

Partenaires	Taux	Montant	Observations
Conseil Départemental	35.64%	35 001.00 €	
CASA	30%	29 463.00 €	
Commune de Courmes	34.36%	33 746.00 €	
TOTAL	100%	98 210.00 €	

Le montant de l'aide à l'investissement apporté par la CASA ne peut être supérieur à celui porté par la commune.

La participation de la CASA est arrêtée à la somme de 29 463.00 euros, constituant la limite de son cofinancement. En cas de réévaluation à la baisse du projet, l'engagement de la CASA sera celui du pourcentage de participation retenu dans la présente convention à savoir 30%.

ARTICLE 4 – VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

Le versement des acomptes ou du solde du fonds de concours s'effectue sur demande de la commune et sur la justification de la réalisation du projet en conformité avec les caractéristiques visées par la convention, c'est-à-dire sur production :

- D'un état récapitulatif des versements effectués par la commune, visé de l'Ordonnateur (Maire) et du Comptable public (Trésorier) et renseigné en HT.
- Et des arrêtés de notification des subventions allouées par d'autres partenaires financeurs.

A défaut de la production des pièces justifiant de la participation financière des autres partenaires, il est demandé de produire une attestation signée du Maire faisant état du plan de financement définitif détaillant les clés de répartition réelles.

- Et, s'il s'agit d'une demande de solde, du certificat d'achèvement de l'opération financée et des éventuelles attestations nécessaires au niveau énergétique et environnemental.

Des avances peuvent être versées au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur demande de la commune. Elles ne peuvent toutefois excéder 80 % du montant prévisionnel du fonds de concours.

ARTICLE 5 – SUIVI DU PROJET

La commune informera par courrier la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de la date de démarrage des études et des travaux et de la date de réception des travaux de l'opération.

De même, la commune indiquera à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis tout retard susceptible d'intervenir dans la réalisation de l'opération ou encore toute modification du projet et notamment technique ou financière.

Auquel cas, il conviendra de se conformer aux dispositions du Règlement des fonds de concours d'équipements, approuvé en dernière séance du Conseil Communautaire du 11 juin 2018 (II-7 Modification de l'opération financée).

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITÉ DE L'ATTRIBUTION

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification du fonds de concours, la réalisation n'a pas commencé, l'attribution sera caduque, et dans ce cas, la commune aura l'obligation de procéder au reversement intégral des fonds qui pourraient lui avoir été versés.

Toutefois, la validité pourra être prorogée pour une période ne pouvant pas excéder un an sur présentation d'éléments justificatifs par la commune.

Lorsque le bénéficiaire n'a pas déclaré l'achèvement du projet, de l'opération ou de la phase d'opération dans un délai de quatre ans à compter de la déclaration du début d'exécution, celui-ci est considéré comme terminé. Le cas échéant, il sera demandé le reversement des avances et acomptes trop perçus.

ARTICLE 7 – DÉCOMPTES DÉFINITIFS

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pourra demander à la commune tout document utile au contrôle de la régularité et du bon emploi des fonds de concours versés.

ARTICLE 8- REMBOURSEMENT DU FONDS DE CONCOURS




La CASA se réserve le droit :

- de demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu ;
- d'arrêter, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :
 - . de non communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement des acomptes ou du solde ;
 - . du non-respect des obligations résultant de la convention bipartite portant attribution du fonds de concours ;
 - . du non achèvement des travaux programmés, selon le calendrier et les détails fournis au dossier de demande de fonds de concours.

ARTICLE 9 – RÈGLEMENT des LITIGES

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Sophia Antipolis, le *11 janvier 2020*

<p>Pour la commune de COURMES</p> <p>Le Maire,</p>  <p>Richard THIERY</p>	<p>Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis</p> <p>Le Président,</p>   <p>Jean LEONETTI</p>
--	---



NOTE D'OPPORTUNITE

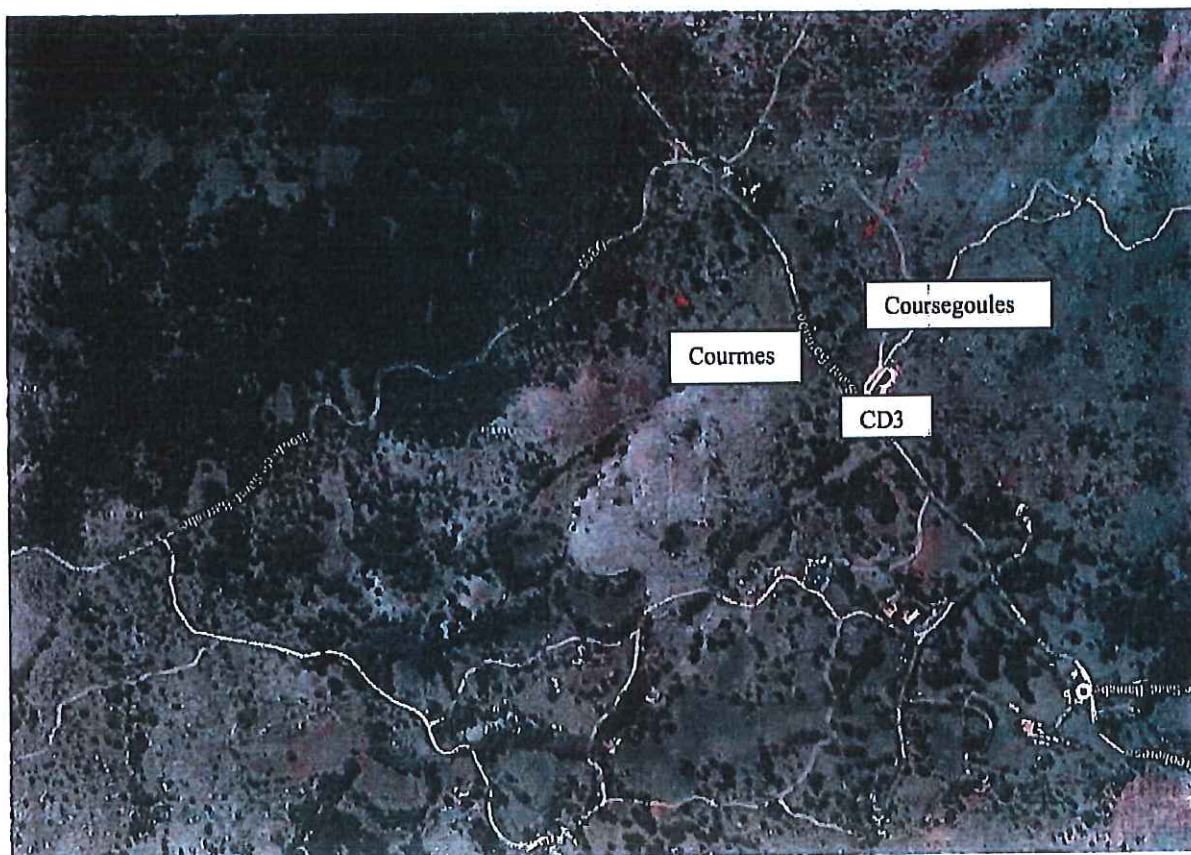
OBJET DU PROJET :

Amené de l'eau potable sur le hameau de Saint-Barnabé, commune de Courmes située dans l'arrondissement de Grasse (Alpes-Maritimes).

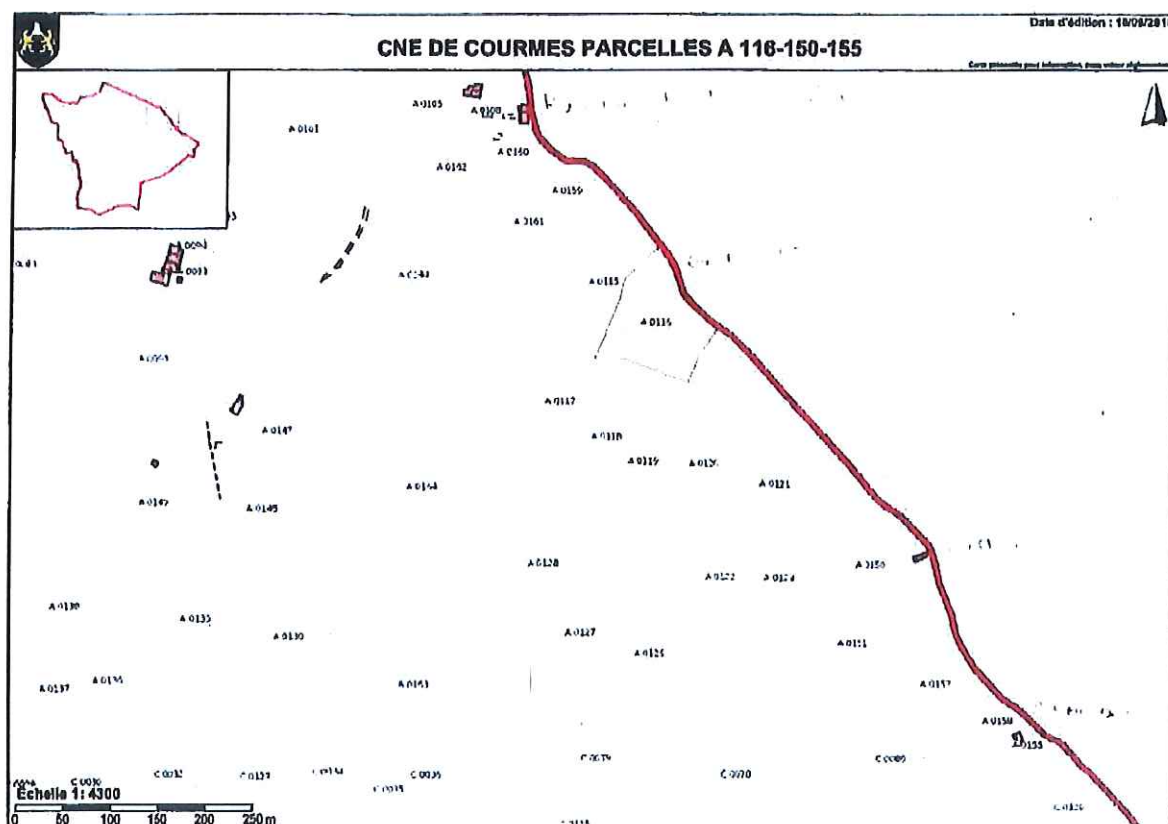
La Commune projette d'amener de l'eau potable aux trois habitants situés sur le CD 302. En effet ce hameau est mitoyen aux communes de Courmes et de Coursegoules. D'un côté du chemin départemental 503, territoire de Coursegoules, les habitants ont l'eau potable, de l'autre côté territoire de Courmes, les trois habitations existantes ne l'ont pas. D'où la revendication des administrés regroupés en association « l'eau pour tous ».

LOCALISATION DU PROJET :

Hameau de Saint-Barnabé - Courmes



Situation des trois habitations



Le projet sera soumis pour autorisation à la DREAL et la STAP chargés de la gestion des sites classés. L'amené de l'eau à ces trois foyers devra répondre pleinement aux règles d'urbanisme et du site classé.



Mairie de Courmes

Alpes-Maritimes

MONTANT DU PROJET :

La dépense prévisionnelle est de 98 210 € HT – 117 852 € TTC

Ce projet a fait l'objet de demande de subventions auprès :

- du Conseil Général des AM
- du fonds de concours auprès de la CASA

Fait à Courmes, le 07 Novembre 2019.

Le Maire,.

le 1^{er} Adjoint, par délégation



AR PREFECTURE

006-210600490-20191109-20_20
Regu le 12/11/2019Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse

Délibération du Conseil Municipal

n° 20-2019

Séance du 09 novembre 2019

...***...

Commune
de
Courmes

Membres en exercice : 5
Présents : 4
Absents : 1
Représenté : 0
Votant pour : 4
Votant contre : 0
Abstention : 0

L'an deux mille dix-neuf

Le neuf novembre à dix heures,

Le Conseil Municipal de la Commune de Courmes, dûment convoqué par courrier du 30 octobre 2019 en séance ordinaire, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mr Richard THIERY, Maire.

Présents : Messieurs Philippe GAMBA, 1^{er} Adjoint, Michaël HUMBERT 2^{ème} Adjoint, Madame Brigitte FILLOT

Absent : Monsieur Jean-Pierre ISNARDSecrétaire de séance : Monsieur Michaël HUMBERT

Date de convocation :

30 octobre 2019

Date d'affichage :

12 novembre 2019

Transmis en Sous-préfecture le :

12 novembre 2019

Travaux d'aménée de l'eau potable au Hameau de Saint-Barnabé :
Demande de subvention au titre du Fonds de Concours CASA

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal a décidé par la délibération n°13-2015 du 29 septembre 2015 de réaliser un projet d'amener de l'eau potable aux habitants situés sur le CD 302 au hameau de Saint-Barnabé. En effet ce hameau est mitoyen aux communes de Courmes et de Coursegoules. Les habitants de cette dernière commune bénéficient du réseau d'eau potable, il n'en est pas de même pour les usagers dépendants de Courmes.

La commune a signé une convention d'octroi de fonds de concours avec la communauté d'agglomération de Sophia Antipolis le 21 mars 2016.

A l'expiration du délai de deux ans à compter de la notification du fonds de concours, les travaux n'ayant pas connu de début d'exécution et le fonds de concours arrivant à échéance le 21 mars 2018, une 1^{ère} demande de prorogation pour cette opération a été sollicitée à la CASA le 22 décembre 2017 pour une période d'un an soit jusqu'au 21 mars 2019.

Les demandes de prorogation ne pouvant excéder un an il n'est pas possible de demander une nouvelle prorogation.

Les travaux devant commencer début décembre il est nécessaire de déposer un nouveau dossier de demande de subvention.

Le conseil municipal a décidé de confier par la délibération n°16-2018 du 18 avril 2018 la maîtrise d'ouvrage au SIVOM du canton de Bar-sur-Loup.

Le rapport d'analyse des offres du 05 novembre 2019 propose de retenir l'offre de l'entreprise CTPL pour un montant total de 98 210,00 euros HT

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que ce projet peut bénéficier de subventions. Il fait mention du courrier de Monsieur le Président du Conseil Général daté du 07 juin 2019, l'informant qu'il a été alloué à la Commune de Courmes une dotation cantonale d'aménagement 2015 d'un montant de 35 001.00 € d'une part, et, d'autre part, dit que ce projet peut bénéficier également d'une aide au titre du fonds de concours de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

AR PREFECTURE

006-210600490-20191109-20_2019-DE

Regu le 12/11/2019

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire et après en avoir délibéré,

~~SOLLICITE la subvention~~ au titre du Fonds de Concours auprès de la CASA
APPROUVE le plan de financement proposé par Monsieur le Maire

PRÉCISE que les montants correspondants sont inscrits au budget 2019 et seront réajustés au budget 2020.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Maire,
Richard THIERY





Mairie de Courmes

Alpes-Maritimes

Travaux d'aménagement de l'eau potable au hameau de Saint-Barnabé

PLAN DE FINANCEMENT

Coût prévisionnel de l'opération :
117 852,00 € TTC

Montant HT	98 210,00 €	
TVA 20 %	19 642,00 €	
Total TTC	117 852,00 €	
Dotation Cantonale	35 001,00 €	35,64 %
Fonds de concours CASA	29 463,00 €	30,00 %
Total des subventions	64 464,00 €	65,64 %
Part communale	33 746,00 €	34,36 %
TVA	19 642,00 €	
Total part communale	55 388,00 €	

Début prévisionnel des travaux : Décembre 2019.



le 1^{er} Adjoint, par délégation

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte :	17/01/2020
Numéro :	CVB_2019_231
Nature :	CC - Contrats et conventions
Objet :	006-240600585-20191209-BC_2019_231-DE. Attribution de fonds de concours d'équipements aux communes - COURMES - Travaux d'aménagement de l'eau potable au hameau de Saint Barnabé.
Matière :	7.8 - Fonds de concours
Interlocuteur	
Nom :	VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : XI9YJ33

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 11/03/2020
Identifiant : 006-240600585-20200117-CVB_2019_231-CC

Acte reçu

Date : 17/01/2020
Numéro interne : CVB_2019_231
Code nature : 4
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 8
Objet : 006-240600585-20191209-BC_2019_231-DE. Attribution de fonds de concours d'équipements aux
communes - COURMES - Travaux d'aménagement de l'eau potable au hameau de Saint Barnabé.
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DC-006-240600585-20200117-CVB_2019_231-CC-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 25/01/2021
Numéro : BC_2021_006A
Nature : DE - Deliberations
Objet : Fonds de concours d'équipements aux communes -
Abrogation de conventions suite à la prise des
compétences eau et assainissement
Matière : 7.8 - Fonds de concours

Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Yoj5Ws6

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/02/2021
Identifiant : 006-240600585-20210125-BC_2021_006A-DE

Acte reçu

Date : 25/01/2021
Numéro interne : BC_2021_006A
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 8
Objet : Fonds de concours d'équipements aux communes - Abrogation de conventions suite à la prise
des compétences eau et assainissement
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210125-BC_2021_006A-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20210125-BC_2021_006A-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210125-BC_2021_006A-DE-1-1_3.PDF

N

CONVENTION

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS
ET
LA COMMUNE DE ROQUEFORT LES PINS**

ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS D'EQUIPEMENT

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération par délibération du Bureau Communautaire du 12 octobre 2015.

D'UNE PART

ET

La commune de Roquefort-les-Pins représentée par Monsieur Michel ROSSI, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite commune,

D'AUTRE PART

OBJET de la CONVENTION

Cette convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties relatifs au versement de fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis aux communes membres.

ARTICLE 1 – DÉSIGNATION du PROJET

Création d'une scène de spectacles en plein air.

Annexe 1 : Note d'opportunité du projet.

Annexe 2 : Délibération de la commune faisant acte de la demande de fonds de concours.

Annexe 3 : Plan de financement prévisionnel.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La commune s'engage à assurer la conduite de conception et de la réalisation jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

La commune s'engage à faire mention de la participation de la CASA dans toutes les actions d'informations et de communication qu'elle mène.

ARTICLE 3 – PLAN DE FINANCEMENT

Coût prévisionnel du projet :	126 517€ H.T.
-------------------------------	---------------

Plan de financement prévisionnel :

Partenaires	Taux	Montant	Observations
Conseil Départemental	6 %	7 591 .02 €	
Conseil Régional	10%	12 651.70€	
CASA	30 %	37 955.10€	
Commune de Roquefort-les-Plns	54%	68 319.18 €	
TOTAL	100%	126 517 €	

Le montant de l'aide à l'investissement apporté par la CASA ne peut être supérieur à celui porté par la commune.

La participation de la CASA est arrêtée à la somme de 37 955.10 euros, constituant la limite de son cofinancement. En cas de réévaluation à la baisse du projet, l'engagement de la CASA sera celui du pourcentage de participation retenu dans la présente convention à savoir 30 %.

ARTICLE 4 – VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

Le versement des acomptes ou du soldé du fonds de concours s'effectue sur demande de la commune et sur la justification de la réalisation du projet en conformité avec les caractéristiques visées par la convention, c'est-à-dire sur production :

- D'un état récapitulatif des versements effectués par la commune, visé de l'Ordonnateur (Maire) et du Comptable public (Trésorier).
- Et des arrêtés de notification des subventions allouées par d'autres partenaires financeurs.

7
1

A défaut de la production des pièces justifiant de la participation financière des autres partenaires, il est demandé de produire une attestation signée du Maire faisant état du plan de financement définitif détaillant les clés de répartition réelles.

- Et, s'il s'agit d'une demande de solde, du certificat d'achèvement de l'opération financée

Des avances peuvent être versées au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur demande de la commune. Elles ne peuvent toutefois excéder 80 % du montant prévisionnel du fonds de concours.

ARTICLE 5 – SUIVI DU PROJET

La commune informera par courrier la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de la date de démarrage des travaux et de la date de réception des travaux de l'opération.

De même, la commune indiquera à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis tout retard susceptible d'intervenir dans la réalisation de l'opération ou encore toute modification du projet et notamment technique ou financière.

Auquel cas, il conviendra de se conformer aux dispositions du Règlement de fonds de concours d'équipements, approuvés en séance du Conseil communautaire du 2 juin 2014 (II-6 Modification de l'opération financée).

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITÉ DE L'ATTRIBUTION

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification du fonds de concours, la réalisation n'a pas commencé, l'attribution sera caduque. Toutefois, la validité pourra être prorogée pour une période ne pouvant pas excéder un an.

Lorsque le bénéficiaire n'a pas déclaré l'achèvement du projet, de l'opération ou de la phase d'opération dans un délai de quatre ans à compter de la déclaration du début d'exécution, celui-ci est considéré comme terminé. Le cas échéant, il sera demandé le reversement des avances et acomptes trop perçus.

ARTICLE 7 – DÉCOMPTES DÉFINITIFS

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pourra demander à la commune tout document utile au contrôle de la régularité et du bon emploi des fonds de concours versés.

ARTICLE 8- REMBOURSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

La CASA se réserve le droit :





- de demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu ;
- d'arrêter, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :
 - . de non communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement des acomptes ou du solde
 - . du non-respect des obligations résultant de la convention bipartite portant attribution du fonds de concours
 - . du non achèvement des travaux programmés, selon le calendrier et les détails fournis au dossier de demande de fonds de concours

ARTICLE 9 – RÈGLEMENT des LITIGES

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice,

Fait à Antibes, le **- 3 DEC. 2015**

<p>Pour la commune de Roquefort-les-Pins</p> <p>Le Maire,</p>  <p>Michel ROSSI</p>	<p>Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis Le Président,</p>  <p>Jean LEONETTI</p>
---	--



COMMUNE DE ROQUEFORT LES PINS

CREATION D'UNE SCENE DE SPECTACLE EN EXTERIEUR

NOTE D'OPPORTUNITE

La Commune de Roquefort les Pins souhaite dans le cadre de sa politique en faveur du développement culturel, construire une scène de spectacle en plein air.

La commune dispose actuellement d'une médiathèque comprenant une salle d'exposition, d'une école de musique et d'un nouveau bâtiment « le Pavillon Bleu » doté de deux salles de cinéma.

Le succès grandissant des manifestations culturelles organisées par la commune tout au long de l'année auquel vient s'ajouter les manifestations estivales via le concours du Conseil Général amène la municipalité à s'inscrire dans une logique de développement d'expression scénique et artistique.

En effet, la nouvelle scène de spectacle en plein air apportera une véritable complémentarité aux deux scènes existantes et étoffera les représentations théâtrales et musicales par la création d'un festival en plein air nécessitant une mise en scène spécifique.

Ainsi, cette possibilité de mise en scène différente complètera notre dispositif artistique et culturel.

Un Cabinet d'architecte a été sélectionné pour élaborer le projet d'implantation ainsi que le chiffrage du projet et le suivi du chantier.

La municipalité est propriétaire de l'assise foncière pouvant accueillir le projet.

Le coût approximatif de l'intégralité du projet est d'environ 150 000 euros HT comprenant les études, la maîtrise d'ouvrage déléguée et les travaux.

III. PROJET 3 : REALISATION DE LA SCENE DU JARDIN DES DECADES

a. Etat initial

Le jardin des Décades est un espace boisé au centre village dans lequel, une scène de spectacle est installée chaque année pendant la période estivale.

Cette scène amovible est en location. Elle est donc montée et démontée pour la saison, engendrant des couts à la collectivité.

Face aux succès des programmations de l'été 2014, la commune souhaite renforcer ces manifestations et doit donc se doter d'un équipement qui pourrait avoir double vocation :

Scène musicale ou théâtrale en surface

Stockage et local en sous-face.

b. Les objectifs :

Pour ce projet, les objectifs sont :

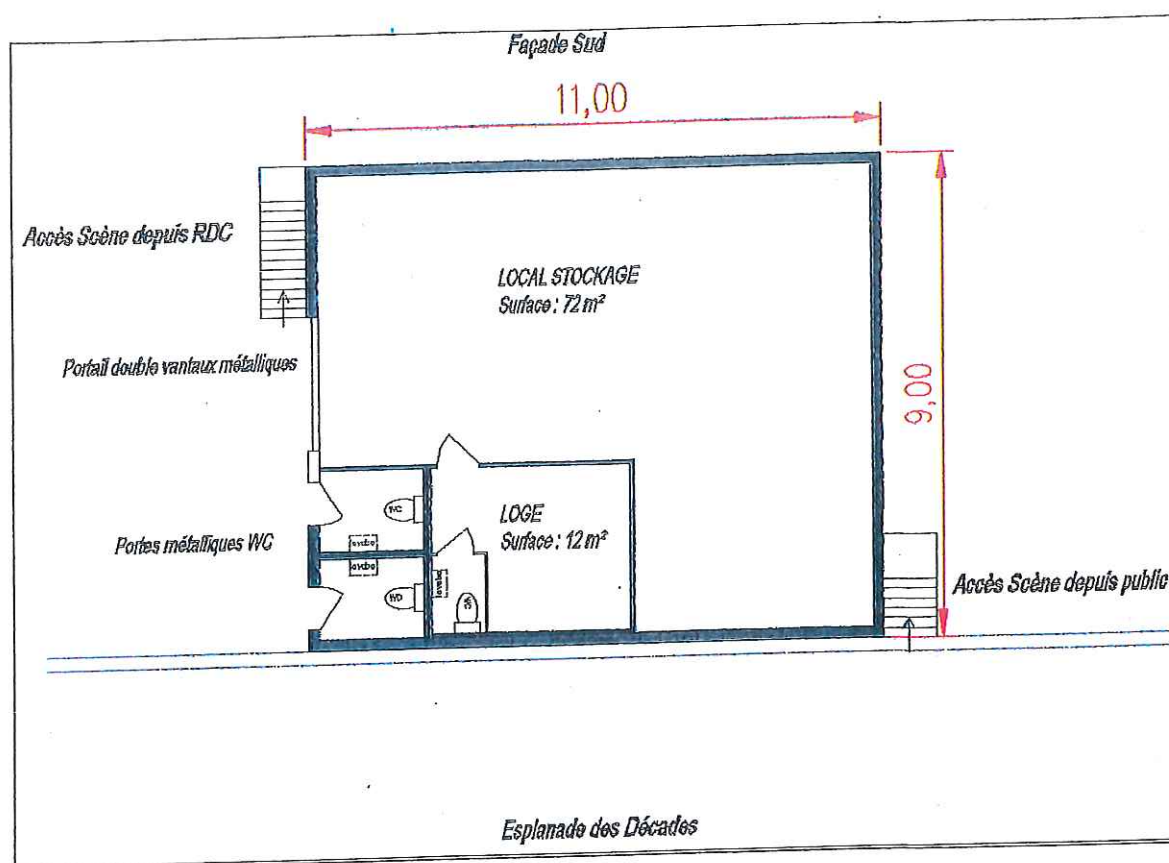
- Créer une scène d'environ 100 m² en surélévation par rapport à l'esplanade en niveau 0.
- Un WC public homme / femme accessible par le coté au niveau RDC coté espace vert
- Un local de stockage sur toute la surface avec une loge d'environ 15 m²
- Un escalier permettant de monter par l'arrière de scène depuis le sol
- Un escalier permettant de monter sur la scène depuis l'esplanade ou se situe le public.

c. La proposition :

Vu du site actuel :



Plan d'aménagement du local :





MAIRIE DE
ROQUEFORT-LES-PINS
06330
Téléphone : 04.92.60.35.00
Fax : 04.92.60.35.01

N° 2015/01_4

DATE DE CONVOCATION

23 janvier 2015

DATE D'AFFICHAGE

23 janvier 2015

NOMBRE DE CONSEILLERS

En exercice : 29

Présents : 21

Votants : 26

OBJET :

CREATION D'UNE SCENE

DE SPECTACLE

EXTERIEURE

DEMANDE

DE

SUBVENTION

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'An Deux Mille Quinze

Le vingt-neuf janvier à 18 H 30

Le Conseil Municipal légalement convoqué le 23 janvier 2015 s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la Présidence de

Monsieur Michel ROSSI, Maire,

Etaient présents :

Mme ERKER – M. VACCANI – Mme MARCAL – M. FERRASSE –
Mme VAN DE VELDE – Mrs POTTIER – GROBBEN – FOUCARD –
Mme VENTRE – Mrs FERRER – CHATRON-COLIET – Mme COLI
– M. GRIMONT – Mmes DELAOUTRE – RINGEISEN – M. DE
RICHECOUR – Mmes BLADANET – PIRONE – ORTIS-ROBERT -
LORRAIN

Avaient donné procuration :

M. DUPERET TOUMIEU à M. ROSSI
Mme JANIN à Mme ERKER
M. AGNEL-VARIN à Mme DELAOUTRE
M. ROUX à M. POTTIER
Mme FERRI à M. VACCANI

Etaient absents excusés :

M. ALONSO .
Mme SOLER
M. TORRES

Secrétaire de séance : Mme LORRAIN

A SOLLICITER de chaque partenaire la demande de subvention au meilleur taux,

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre la délibération nécessaire.

Ainsi délibéré, ont signé au registre les membres présents à la séance.

Fait à ROQUEFORT-LES-PINS,
Le 29 janvier 2015



Michel ROSSI

Maire de Roquefort-les-Pins

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 03/12/2015
Numéro : CVB,2015,175
Nature : CC - Contrats et conventions
Objet : 006-240600585-20151012-AOI_5311-DE- Attribution de fonds de concours d'équipement aux communes
Matière : 7.8 - Fonds de concours
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 106094082
Référence envoi : IDF2015-12-29T15-47-02.00
Envoyé le : 29/12/2015
à (TU) : 14h47:17

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 29/12/2015
Identifiant : 006-240600585-20151203-AOI_5531-CC

Acte reçu

Date : 03/12/2015
Numéro interne : AOI_5531
Code nature : 4
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 8
Objet : 006-240600585-20151012-AOI_5311-DE- Attribution de fonds de concours d'équipement aux communes
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20151203-AOI_5531-CC-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 3
006-240600585-20151203-AOI_5531-CC-1-1_2.pdf
006-240600585-20151203-AOI_5531-CC-1-1_3.pdf
006-240600585-20151203-AOI_5531-CC-1-1_4.pdf

CONVENTION

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS
ET
LA COMMUNE DE CIPIERES**

ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS D'EQUIPEMENT

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération par délibération du Bureau Communautaire du 01 février 2016.

D'UNE PART

ET

La commune de Capières représentée par Monsieur Gilbert TAULANE, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite commune,

D'AUTRE PART

OBJET de la CONVENTION

Cette convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties relatifs au versement de fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis aux communes membres.

ARTICLE 1 – DÉSIGNATION du PROJET

Acquisition d'un système de fermeture Smart Air Off Line pour les locaux municipaux

Annexe 1 : Note d'opportunité du projet.

Annexe 2 : Délibération de la commune faisant acte de la demande de fonds de concours.

Annexe 3 : Plan de financement prévisionnel.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La commune s'engage à assurer la conduite de conception et de la réalisation jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

La commune s'engage à faire mention de la participation de la CASA dans toutes les actions d'informations et de communication qu'elle mène.

ARTICLE 3 – PLAN DE FINANCEMENT

Coût prévisionnel du projet :	6 540€ H.T.
-------------------------------	-------------

Plan de financement prévisionnel :

Partenaires	Taux	Montant	Observations
CASA	20 %	1 308€	
Réserve Parlementaire	50%	3 270€	
Commune de Cipières	30%	1 962€	
TOTAL	100%	6 540€	

Le montant de l'aide à l'investissement apporté par la CASA ne peut être supérieur à celui porté par la commune.

La participation de la CASA est arrêtée à la somme de 1 308 euros et, l'engagement de la CASA sera celui du pourcentage de participation retenu dans la présente convention à savoir 20 %.

ARTICLE 4 – VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

Le versement des acomptes ou du solde du fonds de concours s'effectue sur demande de la commune et sur la justification de la réalisation du projet en conformité avec les caractéristiques visées par la convention, c'est-à-dire sur production :

- D'un état récapitulatif des versements effectués par la commune, visé de l'Ordonnateur (Maire) et du Comptable public (Trésorier) et renseigné en HT ;
- Et des arrêtés de notification des subventions allouées par d'autres partenaires financeurs.

A défaut de la production des pièces justifiant de la participation financière des autres partenaires, il est demandé de produire une attestation signée du Maire faisant état du plan de financement définitif détaillant les clés de répartition réelles.

- Et, s'il s'agit d'une demande de solde, du certificat d'achèvement de l'opération financée.

Des avances peuvent être versées au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur demande de la commune. Elles ne peuvent toutefois excéder 80 % du montant prévisionnel du fonds de concours.

ARTICLE 5 – SUIVI DU PROJET

La commune informera par courrier la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de la date de démarrage des travaux et de la date de réception des travaux de l'opération.

De même, la commune indiquera à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis tout retard susceptible d'intervenir dans la réalisation de l'opération ou encore toute modification du projet et notamment technique ou financière.

Auquel cas, il conviendra de se conformer aux dispositions du Règlement de fonds de concours d'équipements, approuvé en séance du Conseil Communautaire du 2 juin 2014 et révisé en séance du 28 septembre 2015 (II-7 Modification de l'opération financée).

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITÉ DE L'ATTRIBUTION

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification du fonds de concours, la réalisation n'a pas commencé, l'attribution sera caduque. Toutefois, la validité pourra être prorogée pour une période ne pouvant pas excéder un an.

Lorsque le bénéficiaire n'a pas déclaré l'achèvement du projet, de l'opération ou de la phase d'opération dans un délai de quatre ans à compter de la déclaration du début d'exécution, celui-ci est considéré comme terminé. Le cas échéant, il sera demandé le reversement des avances et acomptes trop perçus.

ARTICLE 7 – DÉCOMPTES DÉFINITIFS

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pourra demander à la commune tout document utile au contrôle de la régularité et du bon emploi des fonds de concours versés.

ARTICLE 8- REMBOURSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

La CASA se réserve le droit :

- de demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu ;

- d'arrêter, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :
 - . de non communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement des acomptes ou du solde ;
 - . du non-respect des obligations résultant de la convention bipartite portant attribution du fonds de concours ;
 - . du non achèvement des travaux programmés, selon le calendrier et les détails fournis au dossier de demande de fonds de concours.

ARTICLE 9 – RÈGLEMENT des LITIGES

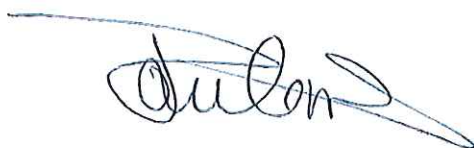
Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Antibes, le

13 0 MARS 2016

Pour la commune de Capières

Le Maire,



Gilbert TAULANE

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis
Le Président,



Jean LEONETTI

MAIRIE DE CIPIERES



SYSTEME DE FERMETURE SMART AIR OFF LINE
POUR LES LOCAUX MUNICIPAUX

NOTE EXPLICATIVE

La commune de CIPIERES dispose de divers locaux communaux dont les systèmes de fermeture ne sont plus fiables. En effet, certaines clés ont été égarées, d'autres serrures ne sont pas sécurisées. Il est indispensable de prévoir un nouveau système de fermeture et de l'harmoniser pour les différents bâtiments publics.

Pour cela, il est donc envisagé d'acquérir un ensemble Smart Air OFF LINE qui permettra à terme d'équiper l'ensemble des bâtiments communaux

Fait à CIPIERES, le 18 Novembre 2015

Le Maire,
TAULANE Gilbert

AR PREFECTURE

006-210600417-20151118-201511D0058-DE
Regu le 25/11/2015

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CIPIERES**

Séance du 18 Novembre 2015

L'an deux mille quinze et le dix-huit Novembre à 20 heures 45, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Gilbert TAULANE, Maire.

Date de la convocation : 09-11-2015

Date d'affichage : 09-11-2015

Nombre de membres en exercice : 8 - Présents : 8 - Représentés : 0 - Votants : 8

Présents : Gilbert TAULANE, Anne MARRON, Nicolas MARRON, Nathalie BOURGEAU, Marlène DESDIER, Lucette CHALIER, POLLET Patrick, Isabelle CALY-JOHR, Conseillers Municipaux.

Nathalie BOURGEAU a été élue secrétaire.

N° Délibération : 2015/058

Objet : Installation d'un système de fermeture Smart Air OFF LINE pour les locaux municipaux. Demande aide financière à la CASA (Fonds de concours) et Réserve Parlementaire à Monsieur le sénateur Marc DAUNIS

Monsieur le maire expose au conseil municipal que les fermetures des divers locaux communaux ne sont pas très fiables avec souvent des pertes de clés etc...

Il indique qu'après s'être renseigné auprès d'autres collectivités, il existe un système de fermeture intéressant qui consiste à faire installer un matériel pouvant permettre de gérer les accès des différentes portes et des différents accès de l'ensemble des locaux communaux à terme. Les portes s'ouvrent à partir d'un simple badge que l'on active en fonction des besoins.

Le montant prévisionnel de la dépense pour l'équipement de 5 portes s'élève à 6 540.00 € HT et se décompose comme suit:

- Fourniture d'un ensemble Smart Air OFF LINE et formation sur site 3 890.00 € HT

- Fourniture et pose de 5 béquilles de porte (5 accès) 2 650.00 € HT

Ce qui représente un investissement total de 6 540.00 € HT soit 7 848.00 € TTC

Monsieur le maire propose à l'assemblée de solliciter les aides financières auprès de la CASA dans le cadre des fonds de concours ainsi qu'à Monsieur le sénateur Marc DAUNIS dans le cadre de sa réserve parlementaire.

Le plan de financement s'établirait comme suit :

Montant total H.T.	6 540.00 €
T.V.A. 20 %	1 308.00 €
Montant total T.T.C.	7 848.00 €
Aide financière CASA (Fonds de concours 20 %)	1 308.00 €
Aide financière Réserve Parlementaire (50 %)	3 270.00 €
Part communale	3 270.00 €

La part communale est assurée par les fonds propres et sera inscrite au Budget Primitif 2016.

AR PREFECTURE
006-210600417-20151118-201511D0058-DE
Regu le 25/11/2015

Il demande au conseil de délibérer.

Le conseil municipal, Ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ACCEPTE la proposition de monsieur le maire pour demander les aides financières auprès de la CASA (Fonds de concours) et de Monsieur le sénateur Marc DAUNIS dans le cadre de sa réserve parlementaire ;
- APPROUVE le plan de financement tel que décrit ci-dessus ;
- AUTORISE monsieur le maire à signer tous les documents et accomplir toutes les formalités relatives à cette affaire.

Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Gilbert TAULANE

A circular blue ink stamp from the 'MAIRIE DE CITEAUX' is partially obscured by a large, stylized handwritten signature in black ink. The signature appears to read 'Taulane'.

MAIRIE DE CIPIERES



SYSTEME DE FERMETURE SMART AIR OFF LINE
POUR LES LOCAUX MUNICIPAUX

Plan de Financement

Montant des équipements : 6 540.00 € H.T. soit 7 848.00 € T.T.C.

Aide financière dans le cadre des Fonds de concours (CASA)	
20 % du H.T.	1 308.00 €
Aide financière dans le cadre de la réserve parlementaire	
50 % du H.T.	3 270.00 €
Part Communale sur le TTC	3 270.00 €

La part communale est assurée par les fonds propres et sera inscrite au Budget Primitif 2016.

Ciperès, le 18 Novembre 2015

Le Maire,
TAULANE Gilbert

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 30/03/2016
Numéro : CVB.2016.018
Nature : CC - Contrats et conventions
Objet : 006-240600585-20160201-AOI_5712-DE- Attribution de fonds de concours d'équipements aux communes- Cpières
Matière : 7.8 - Fonds de concours
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 109790025
Référence envoi : IDF2016-05-10T14-22-45.00
Envoyé le : 10/05/2016
à (TU) : 12h23:02

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 10/05/2016
Identifiant : 006-240600585-20160330-AOI_6030-CC

Acte reçu

Date : 30/03/2016
Numéro interne : AOI_6030
Code nature : 4
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 8
Objet : 006-240600585-20160201-AOI_5712-DE- Attribution de fonds de concours d'équipements aux communes- Cpières
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160330-AOI_6030-CC-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20160330-AOI_6030-CC-1-1_2.pdf
006-240600585-20160330-AOI_6030-CC-1-1_3.pdf

<p style="text-align: center;">CONVENTION</p> <p style="text-align: center;">COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS ET LA COMMUNE DE CAUSSOLS</p> <p style="text-align: center;">ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS D'EQUIPEMENTS</p>

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération par délibération du Bureau Communautaire du 28 mai 2018.

D'UNE PART

ET

La commune de CAUSSOLS représentée par Monsieur Gilbert HUGUES, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite commune.

D'AUTRE PART

OBJET de la CONVENTION

Cette convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties relatifs au versement de fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis aux communes membres.

ARTICLE 1 – DÉSIGNATION du PROJET

Acquisition et installation d'un système de vidéoprotection

Annexe 1 : Note d'opportunité du projet.

Annexe 2 : Délibération de la commune faisant acte de la demande de fonds de concours.

Annexe 3 : Plan de financement prévisionnel.

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel de réalisation identifiant l'échéancier des dépenses.



ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La commune s'engage à assurer la conduite de conception et de la réalisation jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

Selon le cas :

Pour cette opération, la commune s'engage dans une démarche de certification en vue de l'obtention du Label Elle devra fournir l'attestation de certification de ce Label lors de l'achèvement de l'opération.

Pour cette opération, la commune s'engage, dans une démarche d'obtention du conventionnement SRU, à fournir l'attestation d'agrément dès sa notification.

La commune s'engage à faire mention de la participation de la CASA dans toutes les actions d'informations et de communication qu'elle mène.

ARTICLE 3 – PLAN DE FINANCEMENT

Coût prévisionnel du projet :	6 275.00 € H.T.
-------------------------------	-----------------

Plan de financement prévisionnel :

Partenaires	Taux	Montant	Observations
Conseil Départemental	28%	1 757.00 €	
CASA	30%	1 882.50 €	
Commune de Caussols	42%	2 635.50 €	
TOTAL	100%	6 275.00 €	

Le montant de l'aide à l'investissement apporté par la CASA ne peut être supérieur à celui porté par la commune. La participation de la CASA est arrêtée à la somme de 1 882.50 euros, constituant la limite de son cofinancement. En cas de réévaluation à la baisse du projet, l'engagement de la CASA sera celui du pourcentage de participation retenu dans la présente convention à savoir 30%.

ARTICLE 4 – VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

Le versement des acomptes ou du solde du fonds de concours s'effectue sur demande de la commune et sur la justification de la réalisation du projet en conformité avec les caractéristiques visées par la convention, c'est-à-dire sur production :

- D'un état récapitulatif des versements effectués par la commune, visé de l'Ordonnateur (Maire) et du Comptable public (Trésorier) et renseigné en HT.
- Et des arrêtés de notification des subventions allouées par d'autres partenaires financeurs.



A défaut de la production des pièces justifiant de la participation financière des autres partenaires, il est demandé de produire une attestation signée du Maire faisant état du plan de financement définitif détaillant les clés de répartition réelles.

- Et, s'il s'agit d'une demande de solde, du certificat d'achèvement de l'opération financée et des éventuelles attestations nécessaires au niveau énergétique et environnemental.

Des avances peuvent être versées au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur demande de la commune. Elles ne peuvent toutefois excéder 80 % du montant prévisionnel du fonds de concours.

ARTICLE 5 – SUIVI DU PROJET

La commune informera par courrier la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de la date de démarrage des études et des travaux et de la date de réception des travaux de l'opération.

De même, la commune indiquera à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis tout retard susceptible d'intervenir dans la réalisation de l'opération ou encore toute modification du projet et notamment technique ou financière.

Auquel cas, il conviendra de se conformer aux dispositions du Règlement des fonds de concours d'équipements, approuvé en dernière séance du Conseil Communautaire du 11 juin 2018 (II-7 Modification de l'opération financée).

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITÉ DE L'ATTRIBUTION

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification du fonds de concours, la réalisation n'a pas commencé, l'attribution sera caduque, et dans ce cas, la commune aura l'obligation de procéder au reversement intégral des fonds qui pourraient lui avoir été versés.

Toutefois, la validité pourra être prorogée pour une période ne pouvant pas excéder un an sur présentation d'éléments justificatifs par la commune.

Lorsque le bénéficiaire n'a pas déclaré l'achèvement du projet, de l'opération ou de la phase d'opération dans un délai de quatre ans à compter de la déclaration du début d'exécution, celui-ci est considéré comme terminé. Le cas échéant, il sera demandé le reversement des avances et acomptes trop perçus.



ARTICLE 7 – DÉCOMPTES DÉFINITIFS

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pourra demander à la commune tout document utile au contrôle de la régularité et du bon emploi des fonds de concours versés.

ARTICLE 8- REMBOURSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

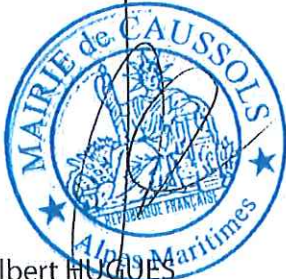

La CASA se réserve le droit :

- de demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu ;
- d'arrêter, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :
 - . de non communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement des acomptes ou du solde ;
 - . du non-respect des obligations résultant de la convention bipartite portant attribution du fonds de concours ;
 - . du non achèvement des travaux programmés, selon le calendrier et les détails fournis au dossier de demande de fonds de concours.

ARTICLE 9 – RÈGLEMENT des LITIGES

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Sophia Antipolis, le 10 AOUT 2018

<p>Pour la commune de CAUSSOLS</p> <p>Le Maire</p>  <p>Gilbert HUGUES</p>	<p>Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis Le Président,</p>  <p>Jean LEONETTI</p>
--	--



MAIRIE
DE
CAUSSOLS
06460

P R E S E N T A T I O N

Objet : Dossier de demande d'aide financière pour l'acquisition et l'installation d'un système de vidéo protection.

Afin de sécuriser la zone centrale de Caussols, et en parfaite collaboration avec les services de la gendarmerie, il est envisagé l'acquisition et l'installation d'un système de vidéo protection adapté à notre taille et à notre climat mais performant.

Le devis sélectionné s'élève à **6 275 € HT**.

A Caussols, le 2 mars 2018

Le Maire
Gilbert HUGUES



DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES
Arrondissement de
Grasse

MAIRIE
DE
CAUSSOLS

06460

Nombre de Conseillers :

en exercice	11
présents	8
votants pour	8
votant contre	
abstention	1

Date de convocation
20/02/2018

Date d'affichage de la
convocation
20/02/2018

Objet :

**Demande de subvention
pour l'acquisition et
l'installation d'un
système de vidéo
protection auprès de la
CASA.**

Date d'affichage de la
délibération
01/03/2018

Transmise en
Sous-Préfecture le
01/03/2018

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
N° 17/02/2018

Séance du 27 février 2018

L'an deux mil dix-huit et le vingt-sept février à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Gilbert HUGUES, Maire

Présents : Mesdames et Messieurs, Gilbert HUGUES, Alain GIRARD, Charles BALDACCINI, Frédéric GROGNARD, Stéphane ONDULATI, Christophe FRANCONIERI, Sascha JENNER, Denise ESCRIVA.

Absents excusés : Jean-Pierre CHAMBARD, procuration à Gilbert HUGUES, Maxime CARLAVAN, Stéphane BEN SOUSSAN-CASTEL.

Monsieur Grognard a été élu secrétaire de séance.

Le Maire EXPOSE :

Afin de sécuriser la zone centrale de Causols, et en parfaite collaboration avec les services de la gendarmerie, il est envisagé l'acquisition et l'installation d'un système de vidéo protection adapté à notre taille et à notre climat mais performant.

Le devis sélectionné s'élève à 6 275 € HT.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré,

APPROUVE, à 8 voix pour et 1 abstention, l'acquisition et l'installation d'un système de vidéo protection,

AUTORISE, à 8 voix pour et 1 abstention, Monsieur le Maire à solliciter une aide financière auprès de la CASA,

AUTORISE, à 8 voix pour et 1 abstention, Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,
Gilbert HUGUES





MAIRIE
DE
CAUSSOLS
06460

PLAN DE FINANCEMENT CHIFFRE

Objet : Dossier de demande d'aide financière pour l'acquisition et l'installation d'un système de vidéo protection.

Le financement de cette opération, qui s'élève à 6 275 € HT, pourrait se faire comme suit :

- Au meilleur taux possible en ce qui concerne la CASA
(soit 1 882,50 € représentant 30% du montant total)
- Au meilleur taux possible en ce qui concerne le Conseil
Départemental
(soit 1 757 € représentant 28% du montant total)
- Le solde restant à la charge de la commune, financé sur ses propres
fonds (42%)
(soit 2 635,50 € + la TVA)

A Caussols, le 2 mars 2018

Le Maire
Gilbert HUGUES



Mairie de Caussols – Place Derégnaucourt – 06460 CAUSSOLS
Tél : 04.93.09.29.64 / Fax : 04.93.09.08.65
Messagerie : mairie-caussols@wanadoo.fr

Plan de financement prévisionnel

Le plan de financement prévisionnel est exprimé en HT et il fait apparaître les clés de répartition des différents partenaires financeurs.

A noter que la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 relative à la réforme des Collectivités territoriales oblige la collectivité maître d'ouvrage à une participation minimale de 20% pour les projets d'investissements, depuis le 1^{er} janvier 2012.

Partenaire financeur	Taux	Montant HT	Observations
Etat	%	€	
Conseil Régional	%	€	
Conseil Départemental	28 %	1 757 €	
Autre ...	%	€	
CASA	30 %	1 882,50 €	
Commune de Coussols	42 %	2 635,50 €	
TOTAL	100%	6 275 €	

Date : 2 mars 2018

Signature :
(Nom du signataire et cachet)



Une fois les éléments renseignés, merci de joindre un dossier technique et la délibération du Conseil Municipal (cf. page 2 du présent dossier).



MAIRIE
DE
CAUSSOLS
06460

ECHEANCIER PREVISIONNEL

Objet : Dossier de demande d'aide financière pour l'acquisition et l'installation d'un système de vidéo protection.

Les travaux seront entrepris dès l'avis favorable du ou des organismes sollicité(s).

Attestation établie pour servir et valoir ce que de droit.

A Caussols, le 2 mars 2018

Le Maire
Gilbert HUGUES



AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 10/08/2018
Numéro : CVB_2018_112I
Nature : CC - Contrats et conventions
Objet : 006-240600585-20180528-BC_2018_112-DE-
Attribution de fonds de concours d'Équipements aux
communes - caussols
Matière : 7,8 - Fonds de concours
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : neV9vHj

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 27/08/2018
Identifiant : 006-240600585-20180810-CVB_2018_112I-CC

Acte reçu

Date : 10/08/2018
Numéro interne : CVB_2018_112I
Code nature : 4
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 8
Objet : 006-240600585-20180528-BC_2018_112-DE- Attribution de fonds de concours d'Équipements
aux communes - caussols
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DC-006-240600585-20180810-CVB_2018_112I-CC-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 5
99_DC-006-240600585-20180810-CVB_2018_112I-CC-1-1_2.PDF
99_DC-006-240600585-20180810-CVB_2018_112I-CC-1-1_3.PDF
99_DC-006-240600585-20180810-CVB_2018_112I-CC-1-1_4.PDF
99_DC-006-240600585-20180810-CVB_2018_112I-CC-1-1_5.PDF
99_DC-006-240600585-20180810-CVB_2018_112I-CC-1-1_6.PDF

N

AVENANT N°1 A LA CONVENTION
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS
ET
LA COMMUNE DE COURSEGOULES
ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS D'EQUIPEMENTS

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération par délibération du Bureau Communautaire du 05 novembre 2018.

D'UNE PART

ET

La commune de COURSEGOULES représentée par Madame Corinne DAO, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite commune.

D'AUTRE PART

EXPOSÉ PRÉALABLE

Par délibération du 28 mai 2018, le Bureau Communautaire a approuvé l'attribution d'un fonds de concours d'équipements à la commune de Coursegoules pour la réhabilitation d'un logement individuel, gîte n°3 chemin du Brec.

Dans ce prolongement, une convention a été signée le 10 août 2018 entre la CASA et la Commune, ayant pour objet de fixer les droits et obligations des parties relatifs au versement du fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis à la commune membre.

Au cours de la phase de réalisation des travaux, la commune a informé la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis d'un changement dans les clés de répartition des différents partenaires financeurs modifiant le plan de financement initial.

Les éléments communiqués par la commune ont fait apparaître des montants actualisés générant une révision du montant du fonds de concours alloué.

Au vu de ces éléments, le Bureau Communautaire du 05 novembre 2018 a approuvé l'attribution d'un fonds de concours actualisé.

Aussi, compte tenu de cette actualisation, il y a lieu de passer un avenant n°1 à la convention portant octroi d'un fonds de concours, passée entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la Commune.

IL EST DONC CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET de L'AVENANT N°1

Le présent avenant a pour objet de retracer les nouveaux éléments de cette opération : la désignation, les caractéristiques, les modalités d'utilisation de l'équipement, la nature et le montant actualisé de la dépense, les modalités d'exécution et de versement ainsi que les clauses de reversement.

Il y a lieu notamment de modifier l'article 3 « Plan de financement » de la convention portant octroi d'un fonds de concours entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la commune de Coursegoules afin de prendre en considération la modification des clés de répartition entre les différents partenaires.

Pour mémoire, et en application des termes de la convention précitée, le fonds de concours alloué à la commune a été fixé à hauteur de 20% soit 14 300.00 € HT, sur la base du montant de l'opération estimé à 71 500.00 € HT.

1.1 S'agissant du financement (article 3) :

L'article 3 précité mentionnait un coût prévisionnel initialement estimé à 71 500.00 € HT soit un plan de financement prévisionnel déterminé comme suit :

Partenaires	Taux	Montant	Observations
Etat - DETR	60%	42 900.00 €	
CASA	20%	14 300.00 €	
Commune de Coursegoules	20%	14 300.00 €	
TOTAL	100%	71 500.00 €	

Aujourd'hui, il y a lieu de modifier cet article afin de prendre en considération la modification des clés de répartition entre les différents partenaires.

ARTICLE 2 – INCIDENCE SUR LA DURÉE DE LA CONVENTION D'OCTROI DU FONDS DE CONCOURS

Sans objet.

ARTICLE 3 – INCIDENCE FINANCIÈRE

3.1 Sur l'article 3 – Plan de financement

Au vu de la modification des clés de répartition, le plan de financement à jour est le suivant :

Coût de l'opération :	71 500.00 € H.T.
-----------------------	------------------

Plan de financement actualisé :

Partenaires	Taux	Montant	Observations
Etat - DETR	44.50%	31 817.50 €	
CASA	27.75%	19 841.25 €	
Commune de Coursegoules	27.75%	19 841.25 €	
TOTAL	100%	71 500.00 €	

Le montant de l'aide à l'investissement apporté par la CASA ne peut être supérieur à celui porté par la commune.

La participation de la CASA est arrêtée à la somme de 19 841.25 euros, constituant la limite de son cofinancement. En cas de réévaluation à la baisse du projet, l'engagement de la CASA sera celui du pourcentage de participation retenu dans le présent avenant à 27.75%.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS DIVERSES

Tous les autres articles de la convention demeurent applicables.



ARTICLE 5 – DATE D'EFFET DU PRÉSENT AVENANT

Le présent avenant prendra effet à compter de sa notification.

ARTICLE 6 – RÈGLEMENT des LITIGES

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Sophia Antipolis, le 15 JAN. 2019

<p>Pour la commune de Coursegoules</p> <p>Le Maire,</p>  <p>Corinne DAO</p>	<p>Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis Le Président,</p>  <p>Jean LEONETTI</p>
--	--



Département des Alpes Maritimes

MAIRIE de COURSEGOULES

BATIMENT COMMUNAL
DOMAINE PRIVE DE LA COMMUNE

REHABILITATION DU LOGEMENT INDIVIDUEL
Gîte n°3
CHEMIN DU BREC

Note liminaire

L'objet des travaux porte sur la mise en conformité des installations électriques et de l'isolation thermique.

La surface utile du logement est de 43m².

Sont compris également les travaux relatifs à la réfection complète de la toiture et au remplacement des menuiseries bois existantes.

Les équipements sanitaires, alimentation et évacuation des fluides seront également refaits à neuf en tant que de besoin.

Sont compris les travaux de second œuvre nécessaires à la finition du logement ainsi que les adaptations et équipements pour les personnes à mobilité réduite.

Coursegoules, le 10 octobre 2017



AR PREFECTURE

006-210600508-20180904-2018_33-DE

Regu le 07/09/2018

COMMUNE DE COURSEGOULES DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
DELIBERATION
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix-huit, le quatre du mois de septembre à 18h30 le Conseil Municipal de la commune de Coursegoules en session ordinaire s'est réuni au lieu habituel de ses séances après convocation légale sous la présidence du Maire, Corinne DAO.

Etaient présents : Marc BERTIN, Michel CONTET, Corinne DAO, Serge MAUREL, Maurice MINGHELLI, Alain PIOCH, Jean-François ROBLES, Dominique TRABAUD, Joël ULDRY,

Etait absent : Pascal LEFEVBRE, (procuration faite à Maurice MINGHELLI), Jonathan MAUREL

Il a été procédé, conformément à l'article 2121-15 du Code des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, Michel CONTET ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptés.

Nombre	de conseillers en exercice: 11	de présents: 9	de votants : 11
Pour :	11	Contre : 0	Abstention : 0

Numéro : 2018_33 Thème : Politique de la ville, habitat, logement

Objet : REHABILITATION DU LOGEMENT INDIVIDUEL GITE N°3 – Modification du plan de financement - Demande de Fonds de concours CASA

Plan de financement – au 15 janvier 2018

Subvention sollicitée à la DETR 60 % 42.900,00 €

Subvention sollicitée à la CASA 20 % 14.300,00 €

Part communale 20%..... 14.300,00 €

Total HT..... 71.500,00 €

TVA 10 % 7.150,00 €

Total TTC..... 78.650,00 €

Le Maire au Conseil fait part des arrêtés de subventions reçus :

Subvention obtenu de la DETR 31.817,50 € soit 44,50 % de la dépense.

Nouveau plan de financement

Subvention sollicitée à la DETR 44,50 %	31.817,50 €
Subvention sollicitée à la CASA 27,75 %	19.841,25 €
Part communale 27,75%.....	19.841,25 €
Total HT.....	71.500,00 €
TVA 10 %	7.150,00 €
Total TTC.....	78.650,00 €

Où l'exposé du Maire, le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- Approuve le nouveau plan de financement
- CHARGE le Maire de signer tout acte à intervenir

Fait et délibéré en Mairie les jour, mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents

Le Maire, C. DAO



Département des Alpes Maritimes

*MAIRIE de COURSEGOULES*BATIMENT COMMUNAL
DOMAINE PRIVE DE LA COMMUNEREHABILITATION DU LOGEMENT INDIVIDUEL
GITE N°3NOUVEAU
PLAN DE FINANCEMENT

Montant total des travaux.....	71.500,00 € HT
Subvention obtenu de la D.T.R. 44,50 %	31.817,50 €
Subvention sollicitée à la CASA 27,75 %	19.841,25 €
Part communale 27,75 %.....	19.841,25 €
TVA 10 %	7.150,00 €
Montant total des travaux.....	78.650,00 € TTC

Coursegoules, le 16 juin 2018

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 15/01/2019
Numéro : CVB_2018_218B
Nature : CC - Contrats et conventions
Objet : 006-240600585-20181105-BC_2018_218-DE.
Attribution de fonds de concours d'équipements aux
communes - VILLENEUVE-LOUBET - ROQUEFORT LES
PINS - COURSEGOULES
Matière : 7.8 - Fonds de concours
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 7ZhRuID

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 18/01/2019
Identifiant : 006-240600585-20190115-CVB_2018_218B-CC

Acte reçu

Date : 15/01/2019
Numéro interne : CVB_2018_218B
Code nature : 4
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 8
Objet : 006-240600585-20181105-BC_2018_218-DE. Attribution de fonds de concours d'équipements aux
communes - VILLENEUVE-LOUBET - ROQUEFORT LES PINS - COURSEGOULES
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DC-006-240600585-20190115-CVB_2018_218B-CC-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_DC-006-240600585-20190115-CVB_2018_218B-CC-1-1_2.PDF
99_DC-006-240600585-20190115-CVB_2018_218B-CC-1-1_3.PDF

N

CONVENTION

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS
ET
LA COMMUNE DE BEZAUDUN-LES-ALPES**

ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS D'EQUIPEMENTS

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération par délibération du Bureau Communautaire du 17 juin 2019.

D'UNE PART

ET

La commune de BEZAUDUN-LES-ALPES représentée par Monsieur Jean-Paul ARNAUD, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite commune.

D'AUTRE PART

OBJET de la CONVENTION

Cette convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties relatifs au versement de fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis aux communes membres.

ARTICLE 1 – DÉSIGNATION du PROJET

Installation d'une plateforme d'accès PMR à la salle des fêtes

Annexe 1 : Note d'opportunité du projet.

Annexe 2 : Délibération de la commune faisant acte de la demande de fonds de concours.

Annexe 3 : Plan de financement prévisionnel.

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel de réalisation identifiant l'échéancier des dépenses.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La commune s'engage à assurer la conduite de conception et de la réalisation jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

La commune s'engage à faire mention de la participation de la CASA dans toutes les actions d'informations et de communication qu'elle mène.

ARTICLE 3 – PLAN DE FINANCEMENT

Coût prévisionnel du projet :	11 500.00 € H.T.
-------------------------------	------------------

Plan de financement prévisionnel :

Partenaires	Taux	Montant	Observations
Etat - DETR	50%	5 750.00 €	
CASA	25%	2 875.00 €	
Commune de Bezaudun-les-Alpes	25%	2 875.00 €	
TOTAL	100%	11 500.00 €	

Le montant de l'aide à l'investissement apporté par la CASA ne peut être supérieur à celui porté par la commune.

La participation de la CASA est arrêtée à la somme de 2 875.00 euros, constituant la limite de son cofinancement. En cas de réévaluation à la baisse du projet, l'engagement de la CASA sera celui du pourcentage de participation retenu dans la présente convention à savoir 25%.

ARTICLE 4 – VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

Le versement des acomptes ou du solde du fonds de concours s'effectue sur demande de la commune et sur la justification de la réalisation du projet en conformité avec les caractéristiques visées par la convention, c'est-à-dire sur production :

- D'un état récapitulatif des versements effectués par la commune, visé de l'Ordonnateur (Maire) et du Comptable public (Trésorier) et renseigné en HT.
- Et des arrêtés de notification des subventions allouées par d'autres partenaires financeurs.

A défaut de la production des pièces justifiant de la participation financière des autres partenaires, il est demandé de produire une attestation signée du Maire faisant état du plan de financement définitif détaillant les clés de répartition réelles.

- Et, s'il s'agit d'une demande de solde, du certificat d'achèvement de l'opération financée et des éventuelles attestations nécessaires au niveau énergétique et environnemental.

Des avances peuvent être versées au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur demande de la commune. Elles ne peuvent toutefois excéder 80 % du montant prévisionnel du fonds de concours.

ARTICLE 5 – SUIVI DU PROJET

La commune informera par courrier la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de la date de démarrage des études et des travaux et de la date de réception des travaux de l'opération.

De même, la commune indiquera à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis tout retard susceptible d'intervenir dans la réalisation de l'opération ou encore toute modification du projet et notamment technique ou financière.

Auquel cas, il conviendra de se conformer aux dispositions du Règlement des fonds de concours d'équipements, approuvé en dernière séance du Conseil Communautaire du 11 juin 2018 (II-7 Modification de l'opération financée).

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITÉ DE L'ATTRIBUTION

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification du fonds de concours, la réalisation n'a pas commencé, l'attribution sera caduque, et dans ce cas, la commune aura l'obligation de procéder au reversement intégral des fonds qui pourraient lui avoir été versés.

Toutefois, la validité pourra être prorogée pour une période ne pouvant pas excéder un an sur présentation d'éléments justificatifs par la commune.

Lorsque le bénéficiaire n'a pas déclaré l'achèvement du projet, de l'opération ou de la phase d'opération dans un délai de quatre ans à compter de la déclaration du début d'exécution, celui-ci est considéré comme terminé. Le cas échéant, il sera demandé le reversement des avances et acomptes trop perçus.

ARTICLE 7 – DÉCOMPTES DÉFINITIFS

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pourra demander à la commune tout document utile au contrôle de la régularité et du bon emploi des fonds de concours versés.

ARTICLE 8- REMBOURSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

La CASA se réserve le droit :

- de demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu ;
- d'arrêter, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :
 - . de non communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement des acomptes ou du solde ;
 - . du non-respect des obligations résultant de la convention bipartite portant attribution du fonds de concours ;
 - . du non achèvement des travaux programmés, selon le calendrier et les détails fournis au dossier de demande de fonds de concours.

ARTICLE 9 – RÈGLEMENT des LITIGES

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Sophia Antipolis, le 26 AOUT 2019

Pour la commune de BEZAUDUN-LES-ALPES

Le Maire,



Jean-Paul ARNAUD

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis
Le Président,



Jean LEONETTI

DANS LE CADRE DE L'AMENAGEMENT DU VILLAGE

COMMUNE DE BEZAUDUN LES ALPES

Notice explicative

Il est nécessaire de procéder aux travaux nécessaires pour l'installation d'une plateforme d'accès à la Salle des Fêtes

Descriptifs, devis et plans de situation ci-joints :

Fait à Bezaudun les Alpes le 22/03/2019



AR PREFECTURE

006-210600177-20190321-2019_242-DE
Reçu le 26/03/2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE BEZAUDUN LES ALPES

L'an deux mille Dix Neuf et le 21 Mars à 19 h, le Conseil Municipal de cette commune, légalement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Jean-Paul ARNAUD, Maire.

Présents : M. ARNAUD Jean-Paul, M. CRISIER Thierry, M. GUIZOL Gilles, M. Jean-Louis POSSONI, MME RODRIGUES Laëtitia, M. TAGGIASCO Gilles,

Procuration : MME MAGIOLINI-BAZE Muriel à MME RODRIGUES Laëtitia, M. Ludovic GOURET à M. ARNAUD Jean-Paul, Virginie LEWICKI à M. TAGGIASCO Gilles,

Absents : M. LAFFOURCADE Romain,

Nombre de Membres en exercice	10	Présents	6	Votants	9
Vote : Pour	9	Contre	0	Abstention	0

Secrétaire de séance : MME RODRIGUES Laëtitia

Délibération n°: 2019-242

Objet : Plateforme d'accès PMR Salle des Fêtes.

Le Maire propose au Conseil municipal de retenir le projet d'une plateforme d'accès pour la salle des fêtes « Amattéis » pour les Personnes à Mobilité Réduite, dans le cadre de l'aménagement du village.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Travaux H.T	11 500.00 €
TVA 20 %	2 300.00 €
TTC	13 800.00 €

Financement :

ETAT au titre de la D.E.T.R 2019 (50%)	5 750,00 €
CASA (25%)	2 875,00 €
Part communale (25%)	2 875,00 €
TVA 20 %	2 300.00 €
Total TTC	13 800.00 €

Le Conseil Municipal à l'unanimité approuve la dépense et le plan de financement définitif de la :
Accès PMR Salle des Fêtes.

Ou l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, Le Conseil municipal ;

- Approuve le programme des travaux d'équipement 2019,
- Approuve la dépense estimée à 11 500.00 € HT soit 13 800.00 € TTC,
- Sollicite de la CASA le fond de concours d'un montant de 2 875,00 €
- Autorise le Maire à signer tout acte à intervenir.

Fait et délibéré en mairie les ; jour, mois et an que dessus.

Et ont signé les membres présents,

Le Maire,
Jean-Paul ARNAUD

Nota : Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché au tableau d'affichage de la mairie et que la convocation du Conseil avait été faite en temps réglementaire. A été rendu exécutoire après dépôt en sous-préfecture et publication ou notification



COMMUNE DE BEZAUDUN LES ALPES

DANS LE CADRE DE L'AMENAGEMENT DU VILLAGE

Installation d'une plateforme d'accès à la Salle des Fêtes

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

TRAVAUX :

TOTAL HT	11 500.00 €
TVA 20 %	<u>2 300.00 €</u>
TOTAL TTC	13 800.00 €

FINANCEMENT PREVISIONNEL :

ETAT au titre de la DETR 2018 (50%)	5 750.00 €
CASA fonds de concours (25%)	2 875.00 €
Total subventions (75%)	8 625.00 €
Part communale (25.00 %)	<u>2 875.00 €</u>
Total HT	11 500.00 €
TVA 20 %	<u>2 300.00 €</u>
Total TTC	13 800.00 €

Bezaudun les Alpes le, 22/03/2019

Le Maire, Jean-Paul ARNAUD



DEPARTEMENT
DES ALPES – MARITIMES

Arrondissement de GRASSE



MAIRIE
DE
BEZAUDUN LES ALPES

Tél. : 04 93 59 12 34 - Fax : 04 93 59 12 15

Courriel : mairie.bezaudun@wanadoo.fr

REPUBLIQUE FRANCAISE

ECHEANCIER

Je soussigné, Jean-Paul ARNAUD, Maire de Bezaudun les Alpes, certifie que les travaux pour :

- Mise en place d'une plateforme d'accès à la Salle des Fêtes, seront réalisés seront réalisés dans le 2ème semestre 2019,

Fait à Bezaudun les Alpes le, 22 Mars 2019

Le Maire,
Jean-Paul ARNAUD



AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 26/08/2019
Numéro : CVB_2019_116AK
Nature : CC - Contrats et conventions
Objet : 006-240600585-20190617-BC_2019_116-DE.
Attribution de fonds de concours d'équipements aux
communes - BEZAUDUN LES ALPES : Installation d'une
plateforme d'accès PMR à la salle des fêtes.
Matière : 7.8 - Fonds de concours
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : DRo3cAn

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 15/10/2019
Identifiant : 006-240600585-20190826-CVB_2019_116AK-CC

Acte reçu

Date : 26/08/2019
Numéro interne : CVB_2019_116AK
Code nature : 4
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 8
Objet : 006-240600585-20190617-BC_2019_116-DE. Attribution de fonds de concours d'équipements
aux communes - BEZAUDUN LES ALPES : Installation d'une plateforme d'accès PMR à la
salle des fêtes.
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DC-006-240600585-20190826-CVB_2019_116AK-CC-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N

CONVENTION

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS
ET**

LA COMMUNE DE BEZAUDUN-LES-ALPES

ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS D'EQUIPEMENTS

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération par délibération du Bureau Communautaire du 17 juin 2019.

D'UNE PART

ET

La commune de BEZAUDUN-LES-ALPES représentée par Monsieur Jean-Paul ARNAUD, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite commune.

D'AUTRE PART

OBJET de la CONVENTION

Cette convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties relatifs au versement de fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis aux communes membres.

ARTICLE 1 – DÉSIGNATION du PROJET

Réalisation d'une rampe d'accès PMR à la salle des fêtes

Annexe 1 : Note d'opportunité du projet.

Annexe 2 : Délibération de la commune faisant acte de la demande de fonds de concours.

Annexe 3 : Plan de financement prévisionnel.

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel de réalisation identifiant l'échéancier des dépenses.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La commune s'engage à assurer la conduite de conception et de la réalisation jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

La commune s'engage à faire mention de la participation de la CASA dans toutes les actions d'informations et de communication qu'elle mène.

ARTICLE 3 – PLAN DE FINANCEMENT

Coût prévisionnel du projet :	19 000.00 € H.T.
-------------------------------	------------------

Plan de financement prévisionnel :

Partenaires	Taux	Montant	Observations
Etat - DETR	50%	9 500.00 €	
CASA	25%	4 750.00 €	
Commune de Bezaudun-les-Alpes	25%	4 750.00 €	
TOTAL	100%	19 000.00 €	

Le montant de l'aide à l'investissement apporté par la CASA ne peut être supérieur à celui porté par la commune.

La participation de la CASA est arrêtée à la somme de 4 750.00 euros, constituant la limite de son cofinancement. En cas de réévaluation à la baisse du projet, l'engagement de la CASA sera celui du pourcentage de participation retenu dans la présente convention à savoir 25%.

ARTICLE 4 – VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

Le versement des acomptes ou du solde du fonds de concours s'effectue sur demande de la commune et sur la justification de la réalisation du projet en conformité avec les caractéristiques visées par la convention, c'est-à-dire sur production :

- D'un état récapitulatif des versements effectués par la commune, visé de l'Ordonnateur (Maire) et du Comptable public (Trésorier) et renseigné en HT.
- Et des arrêtés de notification des subventions allouées par d'autres partenaires financeurs.

A défaut de la production des pièces justifiant de la participation financière des autres partenaires, il est demandé de produire une attestation signée du Maire faisant état du plan de financement définitif détaillant les clés de répartition réelles.

- Et, s'il s'agit d'une demande de solde, du certificat d'achèvement de l'opération financée et des éventuelles attestations nécessaires au niveau énergétique et environnemental.

Des avances peuvent être versées au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur demande de la commune. Elles ne peuvent toutefois excéder 80 % du montant prévisionnel du fonds de concours.

ARTICLE 5 – SUIVI DU PROJET

La commune informera par courrier la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de la date de démarrage des études et des travaux et de la date de réception des travaux de l'opération.

De même, la commune indiquera à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis tout retard susceptible d'intervenir dans la réalisation de l'opération ou encore toute modification du projet et notamment technique ou financière.

Auquel cas, il conviendra de se conformer aux dispositions du Règlement des fonds de concours d'équipements, approuvé en dernière séance du Conseil Communautaire du 11 juin 2018 (II-7 Modification de l'opération financée).

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITÉ DE L'ATTRIBUTION

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification du fonds de concours, la réalisation n'a pas commencé, l'attribution sera caduque, et dans ce cas, la commune aura l'obligation de procéder au reversement intégral des fonds qui pourraient lui avoir été versés.

Toutefois, la validité pourra être prorogée pour une période ne pouvant pas excéder un an sur présentation d'éléments justificatifs par la commune.

Lorsque le bénéficiaire n'a pas déclaré l'achèvement du projet, de l'opération ou de la phase d'opération dans un délai de quatre ans à compter de la déclaration du début d'exécution, celui-ci est considéré comme terminé. Le cas échéant, il sera demandé le reversement des avances et acomptes trop perçus.

ARTICLE 7 – DÉCOMPTES DÉFINITIFS

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pourra demander à la commune tout document utile au contrôle de la régularité et du bon emploi des fonds de concours versés.

ARTICLE 8- REMBOURSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

La CASA se réserve le droit :



- de demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu ;
- d'arrêter, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :
 - . de non communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement des acomptes ou du solde ;
 - . du non-respect des obligations résultant de la convention bipartite portant attribution du fonds de concours ;
 - . du non achèvement des travaux programmés, selon le calendrier et les détails fournis au dossier de demande de fonds de concours.

ARTICLE 9 – RÈGLEMENT des LITIGES

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Sophia Antipolis, le 26 AOUT 2019

Pour la commune de BEZAUDUN-LES-ALPES

Le Maire,



Jean-Paul ARNAUD

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis
Le Président,



Jean LEONETTI

DANS LE CADRE DE L'AMENAGEMENT DU VILLAGE

COMMUNE DE BEZAUDUN LES ALPES

Notice explicative

Il est nécessaire de procéder aux travaux nécessaires de la réalisation d'une rampe d'accès à la
Salle des fêtes
Descriptifs, devis et plans de situation ci-joints :

Fait à Bezaudun les Alpes le 22/03/2019



AR PREFECTURE

006-210600177-20190321-2019_243-DE
Reçu le 26/03/2019REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMESDELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE BEZAUDUN LES ALPES

L'an deux mille Dix Neuf et le 21 Mars à 19 h, le Conseil Municipal de cette commune, légalement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Jean-Paul ARNAUD, Maire,

Présents : M. ARNAUD Jean-Paul, M. CERISIER Thierry, M. GUIZOL Gilles, M. Jean-Louis POSSONI, MME RODRIGUES Laëtitia, M. TAGGIASCO Gilles,

Procuration : MME MAGIOLINI-BAZE Muriel à MME RODRIGUES Laëtitia, M. Ludovic GOURET à M. ARNAUD Jean-Paul, Virginie LEWICKI à M. TAGGIASCO Gilles,

Absents : M. LAFFOURCADE Romain,

Nombre de Membres en exercice	10	Présents	6	Votants	9
Vote :	Pour	9	Contre	0	Abstention
		0			0

Secrétaire de séance : MME RODRIGUES Laëtitia

Délibération n°: 2019-243

Objet : Rampe d'accès PMR à la Salle des Fêtes.

Le Maire propose au Conseil municipal de retenir le projet d'une rampe d'accès pour la salle des fêtes « Amattéis » pour les Personnes à Mobilité Réduite, dans le cadre de l'aménagement du village.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Travaux H.T	19 000.00 €
TVA 20 %	3 800.00 €
TTC	22 800.00 €

Financement :

ETAT au titre de la D.E.T.R 2019 (50%)	9 500,00 €
CASA (25%)	4 750,00 €
Part communale (25%)	4 750,00 €
TVA 20 %	3 800,00 €
Total TTC	22 800,00 €

Le Conseil Municipal à l'unanimité approuve la dépense et le plan de financement définitif de la :
Accès PMR Salle des Fêtes.

Où l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, Le Conseil municipal ;

- Approuve le programme des travaux d'équipement 2019,
- Approuve la dépense estimée à 19 000.00 € HT soit 22 800.00 € TTC,
- Sollicite de la CASA le fond de concours d'un montant de 4 750,00 €
- Autorise le Maire à signer tout acte à intervenir.

Fait et délibéré en mairie les ; jour, mois et an que dessus.
Et ont signé les membres présents,

Le Maire,
Jean-Paul ARNAUD

Nota : Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché au tableau d'affichage de la mairie et que la convocation du Conseil avait été faite en temps réglementaire. Le compte rendu a été déposé en sous-préfecture et publication ou notification



COMMUNE DE BEZAUDUN LES ALPES

DANS LE CADRE DE L'AMENAGEMENT DU VILLAGE

Réalisation d'une rampe d'accès à la Salle des fêtes

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

TRAVAUX :

TOTAL HT	19 000.00 €
TVA 20 %	<u>3 800.00 €</u>
TOTAL TTC	22 800.00 €

FINANCEMENT PREVISIONNEL :

ETAT au titre de la DETR 2018 (50%)	9 500.00 €
CASA fonds de concours (25%)	4 750.00 €
Total subventions (75%)	14 250.00 €
Part communale (25.00 %)	<u>4 750.00 €</u>
Total HT	19 000.00 €
TVA 20 %	<u>3 800.00 €</u>
Total TTC	22 800.00 €

Bezaudun les Alpes le, 22/03/2019

Le Maire, Jean-Paul ARNAUD



**DEPARTEMENT
DES ALPES – MARITIMES**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Arrondissement de GRASSE



**MAIRIE
DE
BEZAUDUN LES ALPES**

Tél. : 04 93 59 12 34 - Fax : 04 93 59 12 15

Courriel : mairie.bezaudun@wanadoo.fr

ECHEANCIER

Je soussigné, Jean-Paul ARNAUD, Maire de Bezaudun les Alpes, certifie que les travaux pour :

- Réalisation d'une rampe d'accès à la Salle des fêtes, seront réalisés dans le 2ème semestre 2019.

Fait à Bezaudun les Alpes le, 22 Mars 2019

Le Maire,
Jean-Paul ARNAUD

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 26/08/2019
Numéro : CVB_2019_116X
Nature : CC - Contrats et conventions
Objet : 006-240600585-20190617-BC_2019_116-DE, Attribution de fonds de concours d'équipements aux communes - BEZAUDUN LES ALPES : Remplacement cuve station épuration ; Installation plateforme accès PMR à la salle des fêtes ; Réalisation rampe accès PMR à la salle des fêtes
Matière : 7.8 - Fonds de concours
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : LC60IQa

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 02/09/2019
Identifiant : 006-240600585-20190826-CVB_2019_116X-CC

Acte reçu

Date : 26/08/2019
Numéro Interne : CVB_2019_116X
Code nature : 4
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 8
Objet : 006-240600585-20190617-BC_2019_116-DE, Attribution de fonds de concours d'équipements aux communes - BEZAUDUN LES ALPES : Remplacement cuve station épuration ; Installation plateforme accès PMR à la salle des fêtes ; Réalisation rampe accès PMR à la salle des fêtes
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DC-006-240600585-20190826-CVB_2019_116X-CC-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_DC-006-240600585-20190826-CVB_2019_116X-CC-1-1_2.PDF
99_DC-006-240600585-20190826-CVB_2019_116X-CC-1-1_3.PDF

N

CONVENTION

**COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION SOPHIA ANTIPOLIS
ET
LA COMMUNE DE VALLAURIS**

ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS D'EQUIPEMENTS

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération par délibération du Bureau Communautaire du 17 juin 2019.

D'UNE PART

ET

La commune de VALLAURIS représentée par Madame Michelle SALUCKI, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite commune.

D'AUTRE PART

OBJET de la CONVENTION

Cette convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties relatifs au versement de fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis aux communes membres.

ARTICLE 1 – DÉSIGNATION du PROJET

Travaux de rénovation de la chapelle St Antoine

Annexe 1 : Note d'opportunité du projet.

Annexe 2 : Délibération de la commune faisant acte de la demande de fonds de concours.

Annexe 3 : Plan de financement prévisionnel.

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel de réalisation identifiant l'échéancier des dépenses.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La commune s'engage à assurer la conduite de conception et de la réalisation jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

La commune s'engage à faire mention de la participation de la CASA dans toutes les actions d'informations et de communication qu'elle mène.

ARTICLE 3 – PLAN DE FINANCEMENT

Coût prévisionnel du projet :	6 000.00 € H.T.
-------------------------------	-----------------

Plan de financement prévisionnel :

Partenaires	Taux	Montant	Observations
Etat	20%	1 200.00 €	
Conseil Régional	10%	600.00 €	
Conseil Départemental	10%	600.00 €	
CASA	10%	600.00 €	
Commune de Vallauris	50%	3 000.00 €	
TOTAL	100%	6 000.00 €	

Le montant de l'aide à l'investissement apporté par la CASA ne peut être supérieur à celui porté par la commune.

La participation de la CASA est arrêtée à la somme de 600.00 euros, constituant la limite de son cofinancement. En cas de réévaluation à la baisse du projet, l'engagement de la CASA sera celui du pourcentage de participation retenu dans la présente convention à savoir 10%.

ARTICLE 4 – VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

Le versement des acomptes ou du solde du fonds de concours s'effectue sur demande de la commune et sur la justification de la réalisation du projet en conformité avec les caractéristiques visées par la convention, c'est-à-dire sur production :

- D'un état récapitulatif des versements effectués par la commune, visé de l'Ordonnateur (Maire) et du Comptable public (Trésorier) et renseigné en HT.
- Et des arrêtés de notification des subventions allouées par d'autres partenaires financeurs.

A défaut de la production des pièces justifiant de la participation financière des autres partenaires, il est demandé de produire une attestation signée du Maire faisant état du plan de financement définitif détaillant les clés de répartition réelles.

- Et, s'il s'agit d'une demande de solde, du certificat d'achèvement de l'opération financée et des éventuelles attestations nécessaires au niveau énergétique et environnemental.

Des avances peuvent être versées au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur demande de la commune. Elles ne peuvent toutefois excéder 80 % du montant prévisionnel du fonds de concours.

ARTICLE 5 – SUIVI DU PROJET

La commune informera par courrier la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de la date de démarrage des études et des travaux et de la date de réception des travaux de l'opération.

De même, la commune indiquera à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis tout retard susceptible d'intervenir dans la réalisation de l'opération ou encore toute modification du projet et notamment technique ou financière.

Auquel cas, il conviendra de se conformer aux dispositions du Règlement des fonds de concours d'équipements, approuvé en dernière séance du Conseil Communautaire du 11 juin 2018 (II-7 Modification de l'opération financée).

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITÉ DE L'ATTRIBUTION

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification du fonds de concours, la réalisation n'a pas commencé, l'attribution sera caduque, et dans ce cas, la commune aura l'obligation de procéder au reversement intégral des fonds qui pourraient lui avoir été versés.

Toutefois, la validité pourra être prorogée pour une période ne pouvant pas excéder un an sur présentation d'éléments justificatifs par la commune.

Lorsque le bénéficiaire n'a pas déclaré l'achèvement du projet, de l'opération ou de la phase d'opération dans un délai de quatre ans à compter de la déclaration du début d'exécution, celui-ci est considéré comme terminé. Le cas échéant, il sera demandé le reversement des avances et acomptes trop perçus.

ARTICLE 7 – DÉCOMPTES DÉFINITIFS

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pourra demander à la commune tout document utile au contrôle de la régularité et du bon emploi des fonds de concours versés.

ARTICLE 8- REMBOURSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

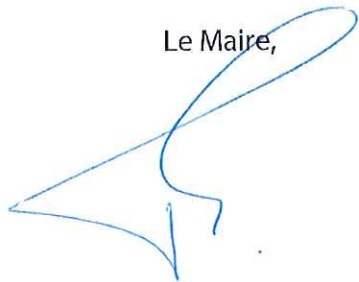

La CASA se réserve le droit :

- de demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu ;
- d'arrêter, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :
 - . de non communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement des acomptes ou du solde ;
 - . du non-respect des obligations résultant de la convention bipartite portant attribution du fonds de concours ;
 - . du non achèvement des travaux programmés, selon le calendrier et les détails fournis au dossier de demande de fonds de concours.

ARTICLE 9 – RÈGLEMENT des LITIGES

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Sophia Antipolis, le 26 AOUT 2019

<p>Pour la commune de VALLAURIS</p> <p>Le Maire,</p>  <p>Michelle SALUCKI</p>	<p>Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis Le Président,</p>  <p>Jean LEONETTI</p>
--	--

NOTE D'OPPORTUNITE

Cette note d'opportunité détaille les **objectifs** amenant à réaliser l'**opération d'investissement, objet de la demande de fonds de concours.**

Nature de l'investissement (acquisition foncière, construction, réhabilitation etc ...); description de l'équipement et sa destination, date d'achat ou de début des travaux, lieu d'implantation.

Les bâtiments culturels de la commune nécessitent comme l'ensemble du patrimoine immobilier de la commune des travaux d'entretien et de rénovation afin de garantir leur intégrité et leur pérennité. S'agissant de la chapelle Saint Antoine, il est impératif de procéder à la réfection de la toiture, en très mauvais état afin d'éviter qu'elle ne s'effondre.

Le coût des travaux est estimé à 6 000 €



Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de GRASSE

OBJET :

**DÉLÉGATION DU
CONSEIL MUNICIPAL
AU MAIRE
-
COMPLÉMENTS**

☐ Original

☐ Expédition certifiée
conforme

Le Maire

N° enregistrement :

DE-1607-0004

Certifié exécutoire compte tenu
de l'affichage en Mairie :
Le

Et de la transmission en Sous-
préfecture
Le

Le Maire

**REPUBLIQUE FRANCAISE
MAIRIE de VALLAURIS**

NOMBRE DE MEMBRES :

Composant le Conseil Municipal : 35

En Exercice : 35

Ayant pris part à la délibération : 35

EXTRAIT

Du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'An Deux Mil Seize et le Mercredi Vingt Juillet à dix-Huit Heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni, en Séance Publique, dans le lieu habituel de ses Séances, au nombre prescrit par la Loi, sous la Présidence de Madame Michelle SALUCKI, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Mme Michelle SALUCKI, Maire
M. Michel BERTRAND - Mme Marie-Claude MOITRY
M. Michel VIANO - Mme Carine BONNUCELLI -
M. Michel MOLESTI - M. Pierre SALMON -
M. Didier DANIELE - Mme Evelyne FISCH -
Mme Thérèse ROUAZE - M. Philippe AIELLO -
M. Stéphane DELAHAIS - M. Henri GANNARD -
Mme Elisabeth PILLARD - Mme Marie-Ange ANTONINI -
M. Jean Michel AMBROGIO - Mme Édith MACCHI -
Mme Catherine LANZA - Mme Alice BAZZINI à partir de la
question 9 - M. Dominique PRONESTI -
M. Abderrazak SALOUH
M. Guy GIRAUD - M. Eric CHALVIN -
Mme Gisèle CHINCA -
M. Robert CREPIN - M. Gilbert MIRANDON -
Jean-Lou PECE - M. Jean-Noël FALCOU.

EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS :

Mme Maryse SACCHELLI pouvoir donné à Mme Evelyne FISCH - Mme Marinette LANGLAIS pouvoir donné à M. Michel VIANO - M. LE HOANG BA pouvoir donné à Mme Catherine LANZA - Mme Alice BAZZINI pouvoir donné à Mme le MAIRE Michelle SALUCKI jusqu'à la question 8 - M. Frédéric MERCURIO pouvoir donné à M. Dominique PRONESTI - Mme Brigitte ROFANI pouvoir donné à M. Abderrazak SALOUH - Mme Evelyne RICCHIARDI pouvoir donné à Mme Gisèle CHINCA - Mme Charles line CREPIN pouvoir donné à M. Robert CREPIN.

ABSENTS ET EXCUSÉS :

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Mme Carine BONNUCELLI

Monsieur Bertrand expose :

Le maire suivant les dispositions de l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales peut, par délégation du conseil municipal, être chargé d'intervenir dans un certain nombre de compétences déjà votées lors des conseils municipaux des 23 avril 2014, 23 mai 2014 et 27 avril 2016.

La loi 2014-626 du 18 juin 2014 et la loi 2015-991 du 7 août 2015 modifient l'article L 2122-22.

Pour la première le 21°) de l'article L 2122-22 rajoute la possibilité de déléguer le droit de préemption.

Pour la deuxième, d'une part le 7°) de l'art L 2122-22 permet en sus du pouvoir de créer des régies comptables de les modifier ou de les supprimer. D'autre part un nouvel alinéa 26°) permet « de demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subvention ». Au titre de ce dernier, la demande pourra être adressée à l'Etat, la Région, au Département quel qu'en soit l'objet ou le montant.

Il est en conséquence proposé au conseil municipal de

- **DE COMPLÉTER** les délégations du conseil municipal au maire prévues par l'article L2122-22 au 7° et 21° et
- **DE PRÉCISER** le 26° ainsi qu'il suit : « 26°) de demander à l'Etat, à la Région, au Département l'attribution de subventions quel qu'en soit l'objet ou le montant ».

LE CONSEIL MUNICIPAL APRES AVOIR DÉLIBÉRÉ À L'UNANIMITÉ

- **COMPLÈTE** les délégations du conseil municipal au maire prévues par l'article L2122-22 au 7° et 21° et
- **PRÉCISE** le 26° ainsi qu'il suit : « 26°) de demander à l'Etat, à la Région, au Département l'attribution de subventions quel qu'en soit l'objet ou le montant ».

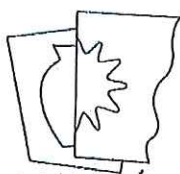
Fait et Délibéré à VALLAURIS, les jours, mois et an susdits

Et ont signé au Registre les Membres présents.

Pour Extrait Certifié Conforme

Le Maire,
Vice-Présidente du Conseil Départemental,
Des Alpes Maritimes.

Michelle SALUCKI



Vallauris
Golfe-Juan

Département
des
Alpes-Maritimes

Arrondissement de GRASSE

N° d'enregistrement

Certifié exécutoire
compte tenu de :

L'affichage en
Mairie

Le

La notification faite

Le

Et de la réception en
Sous-préfecture

Le

Le Maire,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE de VALLAURIS GOLFE-JUAN

DÉCISION

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE VALLAURIS,

VU l'Article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'Article. 2122-22 alinéa 26 relatif à la délégation de compétence du Conseil au Maire pour solliciter des subventions,

VU la délibération en date du 23 avril 2014 modifiée le 20 juillet 2016, par laquelle le Conseil Municipal a chargé Madame le Maire par délégation, de compétence de prendre toutes les décisions prévues à l'Article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT la nécessité pour la commune d'engager des travaux de rénovation pour la Chapelle Saint-Antoine,

CONSIDÉRANT que ce projet peut être subventionné par l'état dans le cadre de la dotation de soutien à l'investissement local, par la région, le Département et la CASA

- DÉCIDE -

ARTICLE 1 : De solliciter une subvention auprès de l'état dans le cadre de la DSIL, de la Région, du Département et de la CASA,

ARTICLE 2 : De déposer le dossier de demande correspondant selon les modalités stipulées dans la fiche technique afférente aux aides aux Collectivités Territoriales du financeur.

Vallauris, le 18 Février 2019

Le Maire,
Vice-Présidente du Conseil
Départemental des AM

Michelle SALUCKI



Plan de financement prévisionnel

Le plan de financement prévisionnel est exprimé en HT et il fait apparaître les clés de répartition des différents partenaires financeurs.

A noter que la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 relative à la réforme des Collectivités territoriales oblige la collectivité maître d'ouvrage à une participation minimale de 20% pour les projets d'investissements, depuis le 1^{er} janvier 2012.

Partenaire financeur	Taux	Montant HT	Observations
Etat	20 %	1200 €	
Conseil Régional	10%	600 €	
Conseil Départemental	10%	600 €	
Autre ...	%	€	
CASA	10 %	600 €	
Commune de Vallauris	50%	3000 €	
TOTAL	100%	6000 €	

Date : 7 Mars 2019

Signature :
(Nom du signataire et cachet)

Le Maire



MICHELLE SALUCKI

Une fois les éléments renseignés, merci de joindre un dossier technique et la délibération du Conseil Municipal (cf. page 2 du présent dossier).

Informations calendaires et financières

CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION

ETAPE	DATE ESTIMEE DE REALISATION
Lancement des consultations dans le premier trimestre puis désignation des entreprises	dans l'année

BUDGET PREVISIONNEL (DEPENSES INVESTISSEMENT)

Nature des dépenses	Echéancier	Montant HT
Rénovation	dans l'année	6 000 €
Total :		6 000 €

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 26/08/2019
Numéro : CVB_2019_116W
Nature : CC - Contrats et conventions
Objet : 006-240600585-20190617-BC_2019_116-DE.
Attribution de fonds de concours d'équipements aux
communes - ST PAUL DE VENCE : Restauration Chapelle
St Michel ; TOURRETTES S LOUP : Rénovation Eglise St
Grégoire ; VALLAURIS : Rénovation Eglise St Antoine
Matière : 7.8 - Fonds de concours
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : aPyDMjo

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 02/09/2019
Identifiant : 006-240600585-20190826-CVB_2019_116W-CC

Acte reçu

Date : 26/08/2019
Numéro interne : CVB_2019_116W
Code nature : 4
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 8
Objet : 006-240600585-20190617-BC_2019_116-DE. Attribution de fonds de concours d'équipements aux
communes - ST PAUL DE VENCE : Restauration Chapelle St Michel ; TOURRETTES S LOUP ;
Rénovation Eglise St Grégoire ; VALLAURIS : Rénovation Eglise St Antoine
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DC-006-240600585-20190826-CVB_2019_116W-CC-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_DC-006-240600585-20190826-CVB_2019_116W-CC-1-1_2.PDF
99_DC-006-240600585-20190826-CVB_2019_116W-CC-1-1_3.PDF

N

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 25/01/2021
Numéro : BC_2021_006B
Nature : DE - Deliberations
Objet : Fonds de concours d'équipements aux communes -
Abrogation de conventions suite à la prise des
compétences eau et assainissement - Convention fdc
autres - 1
Matière : 7.8 - Fonds de concours

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : uosV9mP

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/02/2021
Identifiant : 006-240600585-20210125-BC_2021_006B-DE

Acte reçu

Date : 25/01/2021
Numéro interne : BC_2021_006B
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 8
Objet : Fonds de concours d'équipements aux communes - Abrogation de conventions suite à la prise
des compétences eau et assainissement - Convention fdc autres - 1
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210125-BC_2021_006B-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 25/01/2021
Numéro : BC_2021_006C
Nature : DE - Deliberations
Objet : Fonds de concours d'équipements aux communes -
Abrogation de conventions suite à la prise des
compétences eau et assainissement - Convention fdc
autres - 2
Matière : 7.8 - Fonds de concours

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : zSKyQ6M

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/02/2021
Identifiant : 006-240600585-20210125-BC_2021_006C-DE

Acte reçu

Date : 25/01/2021
Numéro interne : BC_2021_006C
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 8
Objet : Fonds de concours d'Ã©quipements aux communes - Abrogation de conventions suite Ã la prise
des compÃ©tences eau et assainissement - Convention fdc autres - 2
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210125-BC_2021_006C-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N